TL20

JE SUIS TIMORAIS

TÉMOIGNAGES DU TIMOR-ORIENTAL

'Je suis Timorais'

Témoignages du Timor-Oriental

• réunis sur initiative des rencontres européennes:
'Consultation Chrétienne sur le Timor-Oriental'

• publiés par:
- A Paz é possível em Timor-Leste (Portugal)
- Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT International)
- Association de Solidarité avec le Timor-Oriental (France)
- Catholic Institut for International Relations -CIIR- (Angleterre)
- Commission Justice et Paix (Belgique)
- Commission Justice et Paix (France)
- Commissio Justitia et Pax (Hollande)
- Conselho Português de Igrejas Cristãs -COPIC- (Portugal)
- Komissie Rechtvaardigheid en Vrede (Belgique)
- Mouvement Chrétien pour la Paix (International)
- Pax Christi International (Belgique)
- Service International des Droits de l'Homme (Suisse)

• Édition anglaise:
CIIR
22 Coleman Fields
London N1 7AF (United Kingdom)

• Éditions française et portugaise:
A Paz é possível em Timor-Leste
Rua de Campolide, 215 - 4D
1000 Lisbonne (Portugal)

Imprimé par *GAMATIPO - Artes Gráficas, Lda* - Mars 1990.

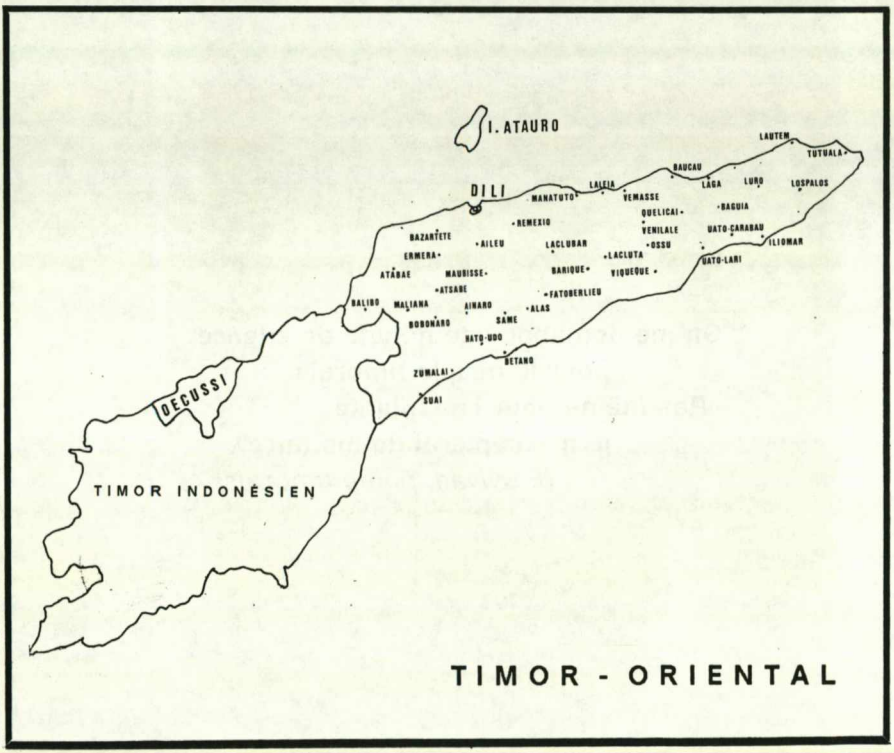
TL20

JE SUIS TIMORAIS

TÉMOIGNAGES DU TIMOR-ORIENTAL

"On me demande une minute de silence
pour le peuple timorais.
- Pas même pour une minute
je n'accepterai de me taire".
(F.Sylvan, poète timorais)

THAILANDE
Bangkok
CAMBODGE
VIETNAM
Phnom Penh
Hochiminville
THAILANDE
Détroit de Malacca
MALAISIE
BRUNEI
MALAISIE
SINGAPOUR
Pontianak
BORNEO
(Kalimantan)
SUMATRA
Palembang
Banjarmasin
Ujung Pandang
Jakarta
INDONESIE
JAVA
Surabaya
Bandoeng
Manille
PHILIPPINES
N
MOLUQUES
Manado
SULAWESI (Célèbes)
PAPOUASIE
NOUVELLE-GUINEE
Irian Jaya
I. Flores
TIMOR ORIENTAL
AUSTRALIE
0 500 1000 km
Océan Indien


I. ATAURO
LAUTEM
TUTUALA
BAUCAU
LAGA
LURO
LOSPALOS
DILI
MANATUTO
LALEIA
VEMASSE
BAGUIA
QUELICAI
VENILALE
BAZARTETE
REMEXIO
AILEU
LACLUBAR
OSSU
UATO-CARABAU
ILIOMAR
ERMERA
LACLUTA
UATO-LARI
ATABAE
MAUBISSE
BARIQUE
VIQUEQUE
ATSABE
FATOBERLIEU
BALIBO
MALIANA
AINARO
ALAS
BOBONARO
SAME
HATO-UDO
BETANO
ZUMALAI
SUAI
OECUSSI
TIMOR INDONÉSIEN
TIMOR - ORIENTAL

Introduction.

Le Timor-Oriental a été envahi par les Forces Armées indonésiennes le 7 décembre 1975.

Avant cela, durant 400 ans, le Timor-Oriental avait été une Province délaissée de l'empire colonial portugais - mal colonisée, politiquement et économiquement arriérée. Pour le monde extérieur elle était pratiquement inconnue.

La population, environ 680.000 habitants en 1975, avait connu plusieurs fois la répression lors de nombreuses révoltes populaires contre le pouvoir colonial, et beaucoup vivaient au bord du niveau de subsistance. En 1912 un important soulèvement avait provoqué des milliers de morts, et durant la 2ème guerre mondiale on estime que 40.000 timorais ont péri durant les opérations qui opposèrent sur leur sol les troupes japonaises et australiennes.

Personne pourtant, n'était préparé pour le calvaire qui allait suivre l'invasion indonésienne de 1975. La violence de l'attaque, et la résistance que, contre toute attente, les timorais manifestèrent, ont fait du Timor-Oriental une des guerres les plus cruelles, mais aussi une des luttes pour la liberté les plus extraordinaires du XXème siècle.

Les pertes en vies humaines ont été énormes. Directement et indirectement, plus de 200.000 timorais ont perdu la vie dans cette lutte. Beaucoup sont morts ou ont été exécutés lors de l'invasion elle-même. La population réfugiée dans les montagnes a été de nouveau décimée en 1978/79 par la faim et les bombardements. Contre la résistance armée l'occupant a employé des moyens qui ont provoqué d'énormes souffrances à la population civile.

Les populations ont été déplacées et obligées à vivre dans des camps sous vigilance militaire. Les zones de culture ont souvent été détruites ou déplacées pour des raisons stratégiques. Les arrestations, tortures

et exécutions sont devenues la norme commune. La liberté d'expression et de mouvement ont été supprimées. Durant de nombreuses années le territoire a été presque complètement isolé du reste du monde.

La Communauté internationale a reconnu la gravité des abus commis au Timor-Oriental. Le sujet se maintient à l'agenda des Nations-Unies. Des occidentaux: - USA, Communauté Européenne - ont régulièrement interpellé le Gouvernement indonésien sur son comportement, mais peu de pression véritable est exercée sur l'Indonésie. Sous le patronage de l'ONU se déroulent, depuis 1983, des conversations entre l'Indonésie et le Portugal (toujours reconnu internationalement comme la puissance administrante), mais sans résultats.

À l'intérieur du territoire la lutte continue. L'information disponible laisse entendre que le peuple du Timor-Oriental reste profondément étranger à la domination indonésienne qu'il associe à violence, corruption exploitation économique et racisme.
Les récentes déclarations de Mgr Carlos F. X. Belo, leader de l'Église Catholique timoraise - la confession religieuse majoritaire dans la population locale - confirme que le désir de liberté et de jouissance de leurs droits politiques est le sentiment commun des timorais (voir appendice).

Nous regroupons ici, pour la première fois, les témoignages de quelques réfugiés sur ce qu'ils ont vécu durant ces dernières années. Leurs témoignages ne prétendent pas représenter l'expérience de tout le peuple de Timor mais ils ne sont pas non plus exceptionnels. Il y a peu de témoignages encore sur ce qui s'est passé dans les villages de l'intérieur où les conditions sont encore plus dures. Peu de femmes ont accepté de parler. La plupart de ceux qui ont pu sortir et qui ont bien voulu parler, ont une certaine formation scolaire et ont vécu la plus grande partie de l'occupation dans la capitale, Dili.
Ces témoignages sont une vive condamnation des pratiques indonésiennes. Ces personnes qui ont été humiliées, opprimées et réduites au silence durant plus de dix ans, racontent ce qu'elles ont vu et vécu. Par leur mépris pour ceux qui les oppriment, mais aussi par leur orgueil et leur sens national, ces témoins révèlent les sources profondes de la résistance timoraise.
Au delà de ce différend international ce qui est en jeu c'est l'avenir du peuple timorais, de ses communautés, de sa façon de vivre.
Écoutons-les!

André Faria.

André Faria, 51 ans, marié et père de famille. Né à Dili et résidant actuellement au Portugal où il est arrivé en 1987 à l'abri d'un accord entre le Portugal et l'Indonésie.
(Témoignage prononcé à Lisbonne en janvier 1988 devant la 4ème 'Consultation Chrétienne sur le Timor-Oriental').

Durant la nuit du 27 juillet 1977, je me trouvais chez le Secrétaire de la "Province", José dos Reis Araujo, lorsque vers 20 heures apparût l'ingénieur Azis de la Police Politique (Intel), qui ordonna mon arrestation. Je fûs alors conduit au siège de l'Intel dans l'édifice de Sang-Tai-Hoo. Là, je fûs accusé par le Colonel Sinaga, alors chef de l'Intel, et par le Commandant Shihombing, d'avoir eu des contacts avec les dirigeants du Fretilin dans le maquis.

Avant même d'être interrogé je fûs brutalement battu. Ensuite chaque question était systématiquement accompagnée de coups-de-poings, coups-de-pieds, brûlures de cigarettes; et chaque réponse provoquait de nouveaux coups.

Après l'interrogatoire ils me suspendîrent et mon corps se balançait comme un sac de sable sans défense sous les coups-de-poings et coups-de-pieds de ceux qui m'avaient interrogés. Ils s'amusaient joyeusement à éteindre leurs cigarettes sur mon corps et l'utilisaient comme cendrier. Ils marquèrent aussi mon dos en divers sens avec la pointe d'un couteau, et avec ce même couteau le Commandant Shihombing coupa ma moustache et m'obligea à l'avaler. Après une nouvelle séance de coups par le même Commandant je fûs emmené à la salle-de-bain où se trouvaient 8 ou 9 prisonniers accroupis, attachés au lavabo.

En plus de ceux qui se trouvaient avec moi dans la salle-de-bain, il y avait d'autres prisonniers dans les chambres et dans une remise. Nous étions là plus de 40 prisonniers. Quelques-uns vivent encore à Dili et sont toujours surveillés; d'autres sont morts pour n'avoir pas été soignés ou à cause de leur âge avancé. Le lendemain je fûs détaché par le même Commandant qui m'avait attaché et emmené dans un magasin où se trouvait un autre prisonnier, d'origine chinoise. Ils ne nous donnèrent rien à manger de toute la journée. Mon camarade,

Leong-Fuc-Ye, réussît à suborner le Commandant et fût libéré le jour suivant, se réfugiant ensuite en Australie.

Le 28/7/77 vers 20 heures nous fûmes conduits dans deux camions militaires à la prison de Comarca dans le quartier de Caicoli. Près de la prison nous vîmes deux files de soldats de la Police Militaire armés de pistolets et de casses-têtes. Un par un, il nous fallût passer au milieu d'eux, violemment frappés et poussés d'un côté à l'autre par les coups de poings et de bâtons. Ensuite ils nous ordonnèrent de nous deshabiller à l'exception du slip, coupèrent nos cheveux et retirèrent les bijoux, argent et autres objets que nous avions.

Quelques instants plus tard je fûs éloigné du groupe par le Commandant de l'Intel et six PM. Ils me placèrent le dos au mur, étendirent mes bras en forme de croix et recommencèrent à me frapper. J'ai reçu tant et tant de coups sur la tête et autres parties sensibles du corps qu'aujourd'hui encore je me demande comment j'ai pu survivre à tout cela. Le sang commença à couler de ma bouche, du nez, des oreilles, des yeux; des doigts-de-pieds sans cesse écrasés par les bottes des militaires. Je ne pouvais rien faire qu'invoquer le nom du Seigneur Jésus. Puis le Commandant de l'Intel m'ordonna d'ouvrir la bouche et y enfonça la pointe du long bâton avec lequel ils m'avaient battu. Il me dit de mordre le bâton avec force et commença à secouer le bâton comme on secoue la branche d'un oranger pour faire tomber une orange. La tête me tournait. Puis il commença à tirer et pousser le bâton avec force et je dûs le mordre avec toutes mes forces pour éviter qu'il me transperce la gorge. Je ne sais pas comment j'ai pu supporter tout cela. Ils voulaient que j'accuse d'autres personnes dont eux-mêmes indiquaient les noms. Ils me torturèrent jusqu'au milieu de la nuit puis m'emmenèrent dans une cellule. Déjà dans la cellule un PM vît mon alliance et voulût me l'arracher de force mais je m'y opposais serrant le poing, l'anneau ne sortît pas mais resta tordu. Pendant trois jours nous fûmes réveillés à 2 heures du matin par des sceaux d'eau froide qu'ils jetaient sur nous dans les cellules. Une heure plus tard plusieurs PM faisaient irruption dans les cellules, commençaient à nous frapper et nous faisaient sortir dans une cour où, nous qui étions sans forces, tout meurtris et sanglants, nous devions faire des exercices physiques et ramper jusqu'à l'aube. Ceux qui n'arrivaient pas à ramper étaient frappés brutalement. Durant tous ces exercices ils nous frappaient surtout sur les articulations et les parties sensibles du corps. Nos bourreaux utilisaient des pieds de chaises ou de bancs cassés, des

bâtons, des morceaux de bambous et même des pierres. Cela dura trois jours et trois nuits sans compter le premier jour passé à Sang-Tai-Hoo. Trois jours et trois nuits durant lesquels je n'eus ni à manger ni à boire. Ce n'est que plus tard qu'ils apportèrent un peu de nourriture. Quelques jours plus tard le Commandant Shihombing apparût derrière les barreaux de notre cellule, m'appela et dit:

-"Si tu me donnes toutes les lettres des responsables du Fretilin que tu possèdes je te libère aujourd'hui même et je t'offre une moto". Je répondis:

-"Je ne suis pas un enfant. J'ai déjà dit ce que j'avais à dire, et j'ai dit que je n'avais reçu aucune lettre d'eux". D'ailleurs Shihombing et un infirmier timorais nommé António Caleres, qui était aussi prisonnier, étaient déjà allés chez moi et avaient fait une perquisition complète sans rien trouver.

En octobre, le commandant Shihombing ayant été remplacé par le Capitaine Nyoman je fûs de nouveau, avec d'autres prisonniers, emmené au siège de l'Intel à Sang-Tai-Hoo pour une nouvelle enquête où je confirmais tout ce que j'avais déjà dit. Fin novembre-début décembre, un caporal de la PM sachant que j'allais être libéré vînt à ma cellule accompagné d'un autre prisonnier qui lui servait d'interprête: "Si tu me donnes 200.000 roupies tu seras libéré dans quelques semaines" dit-il. Je répondis que je n'avais pas cette somme. Il insista à trois reprises mais je refusais parce que je ne possédais pas cette somme. Il alla chez moi et fit pression sur ma femme pour obtenir cet argent, lorsqu'il comprît que nous n'avions pas ce qu'il demandait il renonça.

Je fûs libéré le 24 décembre mais durant deux mois, nous les anciens prisonniers, nous devions nous présenter tous les jours au Commandement Militaire de la Région (Koramil). Après ces deux mois et pendant six mois nous avons dû nous présenter une fois par semaine, et ensuite, pour une nouvelle période de six mois, deux fois par mois. Finalement, et jusqu'au 2 janvier 1980 nous devions nous présenter une fois par mois.

Ayant eu lieu une attaque du Fretilin à Dili le 10 juin 1980, tous les anciens prisonniers furent de nouveau arrêtés. Le 12 je fûs de nouveau libéré avec quelques compagnons.

X, veuve et mère de deux enfants.

X, ne révèle pas son nom car elle a encore de la famille au Timor-Oriental. Son mari a été tué par les militaires indonésiens après avoir été torturé.
(*Témoignage prononcé en janvier 1988, devant la 4ème 'Consultation Chrétienne sur le Timor-Oriental'*).

En février 1977 arriva chez moi une voiture militaire du Koramil avec l'ordre de m'arrêter. Quelques jours auparavant, ma soeur avait été arrêtée par la police politique. Mon fils le plus jeune avait alors six mois et je l'allaitais. Le plus agé avait deux ans. Lorsqu'ils m'arrêtèrent, ils retirèrent brusquement de mon sein le plus petit qui têtait et pleurait. Ma mère et mon fils plus agé m'accompagnèrent jusqu'au siège du Koramil où se trouvaient déjà quatre personnes. Cette nuit même je fûs emmenée en compagnie des quatre prisonniers au siège de la police politique (Intel) dans l'édifice de Sang-Tai-Hoo où je fûs soumise à un interrogatoire qui, à cause de l'absence du commandant S., fût dirigé par un de ses subalternes avec pour interprête H., un timorais, arrêté lui aussi pour être considéré politiquement proche du Fretilin.

Pour me faire peur ils avaient soigneusement placé sur la table divers objets de torture comme des fouets, casses-têtes, bâtons, pieds de chaises, fils électriques, cigarettes et allumettes, et autres...
Ils m'accusèrent de maintenir des contacts avec mon mari dans le maquis, ce que je niais car je n'avais pas de contacts avec lui, ni même savais où il se trouvait.

Étant donné l'absence du dit commandant ils suspendirent l'interrogatoire mais me gardèrent prisonnière à Sang-Tai-Hoo. Ils amenèrent alors ma soeur qui venait pleine des marques laissées par les objets de torture. Sa peau était pleine de sang coagulé, on voyait d'innombrables traces des cigarettes que les indonésiens avaient éteint sur sa chair comme s'il s'agissait d'un cendrier. Ils me menacèrent en disant: "si tu ne dis pas la vérité tu seras gratifiée des mêmes traitements qu'elle".

Le jour suivant vers 19 heures nous fûmes emmenées, moi, ma soeur et une autre de mon âge appelée M., à la prison de Comarca. Là nous fûmes passées en revue des pieds à la tête et jetées dans une cellule

obscure avec une porte de fer et dans laquelle une personne tenait à peine. Dans la cellule il n'y avait pas même une couchette, à peine le sol nu, les murs, les barreaux de fer très haut sur le mur et la porte de fer avec un orifice minuscule au milieu. Avant d'entrer toutes les trois dans la cellule j'eûs le temps de reconnaître d'autres prisonnières: Ilda Saldanha, Maria Pereira qui mourût après sa libération a cause des mauvais traitements infligés dans la prison, Maria Montalvão et Rosita morte de tuberculose à la suite des mauvais traitements. Nous sommes restées dans cette cellule une semaine pendant laquelle ils nous donnaient un repas par jour... À la fin de cette semaine nous fûmes renvoyées à Sang-Tai-Hoo où il y avait plus de 30 prisonniers des deux sexes qui attendaient aussi leur interrogatoire. J'en reconnûs plusieurs comme Mauricio Pereira et son épouse, Lidia Mota, Mimi Lebre la mère du camarade César Mau Laca... Parce qu'il était impossible de m'interroger ce jour là ils m'emmenèrent chez moi pour tirer des photos avec mes deux enfants, photos que les militaires lanceraient par hélicoptère ou avion au-dessus du maquis avec d'autres tracts de propagande;. c'est tout-au-moins ce qu'ils me dirent. Ensuite je fûs de nouveau interrogée, comme ils ne trouvaient rien à me reprocher je fus dispensée des interrogatoires mais maintenue en prison. Malgré tout, durant quelques jours ils m'autorisèrent à aller chez moi pour allaiter mon enfant, et je revenais ensuite à Sang-Tai-Hoo. Finalement, pour éviter mes sorties constantes ils décidèrent de m'autoriser à amener mon enfant avec moi à la prison de Sang-Tai-Hoo. Au bout de six jours mon enfant fût atteint de pneumonie causée par le froid du sol qui nous servait de lit. Ils voulurent l'emmener à l'hôpital mais je m'y opposais de peur qu'ils lui fassent mal et qu'il meure, et je préférais le confier à mon père qui était infirmier.

Après um mois à Sang-Tai-Hoo je fûs libérée pour absence de preuves. Ma soeur ne fût libérée qu'après l'amnistie décrétée par le président Soeharto mais fût de nouveau arrêtée un an plus tard, en mars 1979. Emmenée avec mon oncle P., qui avait été capturé au moment de l'amnistie, ils furent conduits en hélicoptère vers Baucau et ensuite massacrés.

Je n'ai pas été torturée physiquement mais j'ai vu beaucoup de mes compatriotes être torturés. J'ai vu des prisonniers être brûlés avec des cigarettes, frappés brutalement sur toutes les parties du corps avec des pieds-de-chaises, des casses-têtes et des fouets. j'ai vu des prisonniers avec les doigts de pieds gonflés et les ongles arrachés à cause de la pression de pieds-de-tables ou de chaises durant les interrogatoires.

J'ai vu des prisonniers pleins de plaies causées par les coups de couteaux donnés par les inquisiteurs, etc...

En 1979 mon mari fut arrêté et après une journée d'interrogatoires et de mauvais traitements il fût massacré. Je fûs alors arrêtée de nouveau et emmenée à l'Intel pour de nouveaux interrogatoires parce qu'ils avaient trouvé sur mon mari une de mes photos. Ils finirent par me libérer parce que ma soeur declara que c'était elle qui avait envoyé la photo vers le maquis.

Aujourd'hui encore mon vieux père se trouve dans un état anormal dû à la répression constante contre notre famille, en particulier contre ma mère, ma soeur et moi. Malgré son état, mon père fût arrêté plusieurs fois parce qu'il griffonnait des papiers dont il tirait ensuite des photocopies. Le n.n. 1986, un dimanche, il fût pris par la police politique alors qu'il tirait des photocopies, emmené dans une des prisons des bérêts-rouges à Colmera (Dili), puis dans une autre près de l'ancien Musée, aujourd'hui commandement militaire (Kodim), et enfin à Comarca où il fut obligé à faire des exercices et à ramper tandis qu'ils lui donnaient des coups-de-pieds.

Je fais appel à tous en vue d'une paix possible au Timor-Oriental, notre cher pays martyrisé dans lequel les indonésiens continuent à pratiquer les mêmes aggressions contre d'autres frères timorais, et des formes encore plus graves que seul le manque de communications empêche qu'elles soient connues. Aujourd'hui je suis ici, je fais partie d'un tout qui a souffert et continue à souffrir et qui veut que ses clameurs soient entendues.

Il est véritablement douloureux, pénible et lamentable de devoir parler encore de la souffrance tellement amère que j'ai vécue. En plus de toute la tragédie décrite ci-dessus par laquelle est passée ma famille, j'ai été sujette aux caprices d'un Major indonésien, corrompu et assassin qui m'a violé de force et poursuivi constamment pour satisfaire ces mêmes caprices. En 1979, dans la prison de Sang-Tai-Hoo, ma soeur a été brutalement violée par le commandant de la prison.

Ma souffrance a été insupportable; j'ai énormément pleuré comme tant des mes compatriotes continuent à le faire. Si aujourd'hui je ne pleure plus c'est que je n'ai plus de larmes.

- J'espère que mon témoignage pourra contribuer à rendre plus efficace la défense de nos droits. - J'espère que les groupes solidaires avec notre peuple intensifieront leurs actions, cherchant des solutions viables, dans la mesure du possible, de façon à contribuer à surmonter la douleur de notre peuple qui se prolonge depuis 12 ans. - J'espère que nos amis et groupes solidaires avec notre peuple feront sentir auprès de leurs gouvernements la nécessité urgente d'appuyer notre peuple alors que, ce me semble, ils sont plus intéressés aux questions économiques qu'à la défense des droits sacrés de notre peuple.

Je vous assure que notre résistance ne fléchira pas tant que nos compatriotes seront disposés à souffrir les répressions des envahisseurs et disposés à mourir pour notre Patrie. Bien que l'Indonésie soit la principale puissance du sud-est asiatique, je pense, comme tous mes compatriotes, qu'elle n'est pas éternelle. Il n'y a dans l'histoire des peuples aucun empire qui n'ait jamais été vaincu. J'affirme pour cela, avec confiance, l'espérance que le peuple Maubere -le peuple du Timor-Oriental- atteindra son objectif sacré: l'indépendance nationale.

Estevão Cabral.

Estevão Cabral, 28 ans, aujourd'hui réfugié au Portugal, avait 15 ans lors de l'invasion du Timor-Oriental.
(*Ce témoignage a été prononcé lors de la 4ème 'Consultation Chrétienne sur le Timor-Oriental' à Lisbonne*).

J'avais 15 ans lors de l'invasion et me trouvais à Baucau, à 135 km à l'est de Dili, la capitale du Timor-Oriental. À cause de l'invasion j'ai abandonné la ville de Baucau avec la population, et nous nous sommes dirigés vers les montagnes, vers les zones contrôlées par les Falintil, armée de libération du Timor-Oriental. Les envahisseurs indonésiens considéraient tous les étudiants comme communistes et exécutèrent beaucoup d'entre-eux.

Quatre ans après l'invasion j'ai été capturé en même temps qu'une partie de la population et quelques patriotes qui se laissèrent tromper par la prétendue politique d'amnistie. J'ai été capturé en mars 1979 lors de l'opération "hapus bersih", opération d'encerclement et annihilation menée par les forces d'occupation. Cette opération avait commencé en août 1978, dans le secteur Ponta-Leste. Après notre capture et reddition disparûrent de parmi nous divers éléments des Falintil : Cândido Lai Kana, Januário Gaio et José Gaio. Cândido, Aquilino et Sidónio furent emmenés à Laku-Dala où des éléments des Bataillons 141, 512 et 126 assassinaient les timorais sans défense. En août 1980 on a découvert à Laku-Dala 384 crânes.

C'est aussi em mars 1979 que disparûrent des responsables de la résistance comme Juvenal Inácio, commissaire politique du secteur Ponta-Leste et son adjoint Nolan Fonseca, les commandants Albino Gusmão et Tadeu Salamodo et d'autres responsables militaires. La population souffrait déjà alors de la famine et des maladies provoquées par l'invasion et l'occupation. Les occupants réprimaient avec violence les éléments de la population suspects d'appuyer le résistance armée.

En mai 1979 les occupants m'accusèrent d'appuyer le guérilla et le 12 mai je fûs interné dans l'édifice qui avait été le poste administratif de Quelicai; ils voulaient que je leur fournisse des renseignements sur le réseau clandestin, et dans ce but ils me brûlèrent avec des cigarettes (type Gudam Garam et Djarum 76), ils utilisaient aussi les chocs électriques durant la nuit des interrogatoires. N'obtenant rien ils me

rendîrent la liberté au bout de trois jours d'interrogatoires après un 'lavage de cerveau' (ils disaient que le Fretilin était communiste et qu'il avait déjà perdu la guerre). Avant de me libérer ils exigèrent que je ne dise rien sur ce qui m'était arrivé, cas contraire et serais pris de nouveau et de nouveau torturé. Le 19 mai je fûs encore soumis à interrogatoire et accusé de fournir des informations à la guérilla; je niais leur faisant remarquer que le local où je vivais était fortement contrôlé par le Bataillon 141.

Le 12 juin ils m'interrogèrent de nouveau, ils disaient que j'avais participé à une attaque d'un groupe de guérilleros à Quelicai, et que le commandant de ce groupe était mon frère. Je fis remarquer que j'étais alors obligé de marcher devant le Bataillon 141 et qu'il ne m'aurait pas été possible de donner des informations aux guérilleros. Les interrogatoires étaient pratiqués par le Bataillon 113 (composé de commandos bérêts-rouges), et c'était des éléments des Bataillons 141, 126 et 512 appelés RTP XII et qui avaient pour symbole 'Siliwangi' (tigre) qui pratiquaient les exécutions à sang froid. Heureusement il y eût des divergences entre eux et c'est ainsi que j'échappai à la mort. Je fûs donc remis en liberté et obligé à fixer résidence à Dili à partir du 23 août.

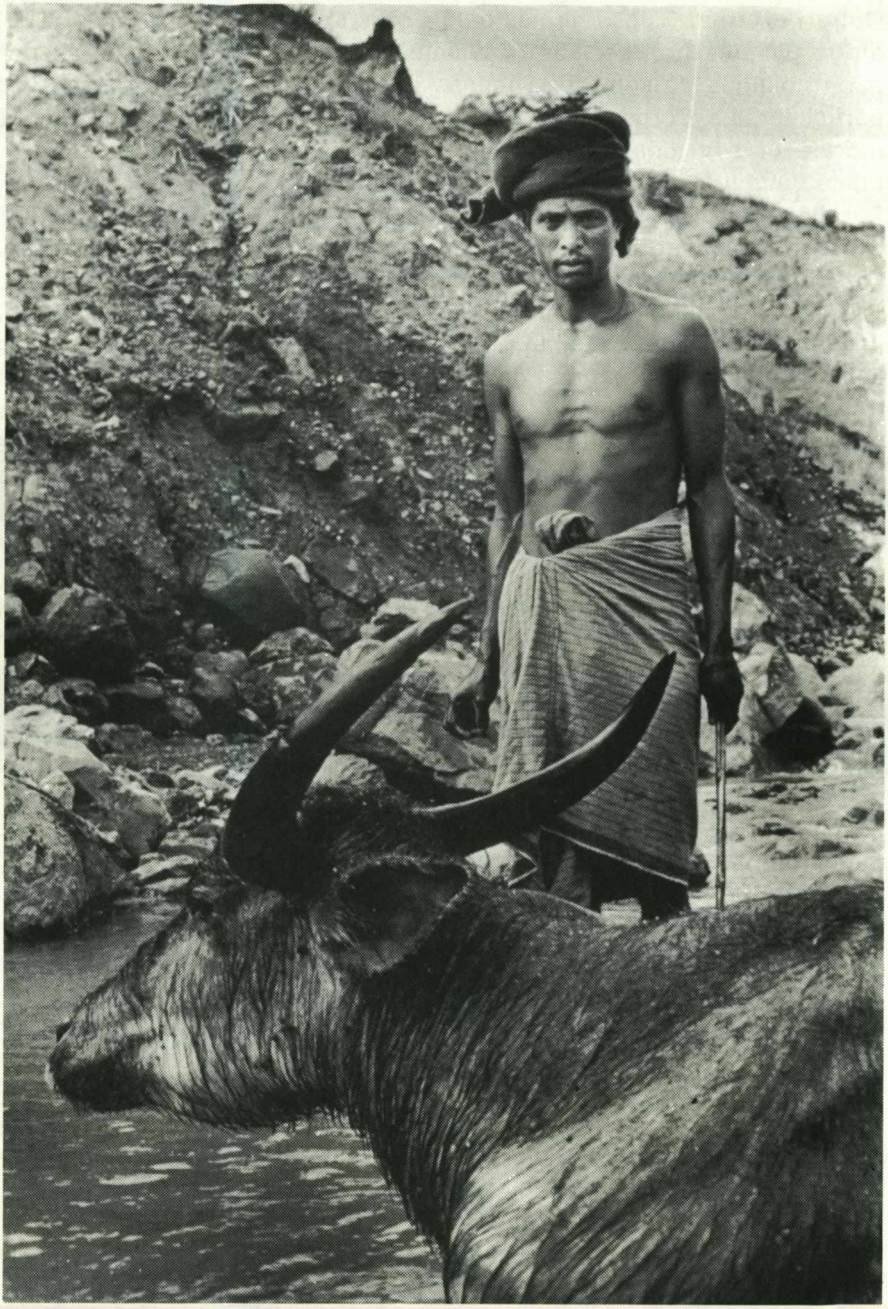
Il était alors difficile de trouver du travail à Dili; par l'intermédiaire d'amis je trouvais un poste de manoeuvre dans une entreprise commerciale indonésienne appelée PT Kertani-Asa, j'y travaillais jusqu'en février 1980. En mars je m'inscrivais à l'externat S.José à Balide (Dili). Le conseil directif de l'école m'informa que l'école fonctionnait à l'abri du diocèse et indépendamment de toute tendance politique, préservant l'identité culturelle du peuple du Timor-Oriental; il me fut dit aussi que cet enseignement ne jouissait d'aucune équivalence reconnue par l'enseignement officiel. Je m'inscrivîs toutefois parce que je prétendais défendre l'identité culturelle de ma Patrie. L'école était systématiquement menacée par les autorités d'occupation et par la police politique, Intel. En juin 1980 disparût le professeur Venâncio Gomes qui avait fait ses études d'agronomie au Portugal et avec lui disparûrent 5 élèves. L'école est appuyée par les parents des élèves et par l'Eglise locale, et malgré le manque de matériel, de moyens et de personnel, elle fonctionne. Les occupants cherchent à obtenir des informations détaillées sur la vie des professeurs et des élèves.

Outre l'externat S.José, il existe un Corps de Scouts Catholiques (CEC) dirigé par des prêtres. Les occupants disent qu'il s'agit d'une association politique au sein de la jeunesse, et de la jeunesse catholique en particulier. Le Corps de Scouts Catholiques veut maintenir sa dignité morale et son identité culturelle; cette défense a une grande importance dans le combat que les timorais mènent pour leur indépendance. Parallèlement aux scouts catholiques existe la Pramuka (Praja Muda Karana) organisée par les occupants selon les principes du Pancasila, l'idéologie officielle du régime indonésien. Tandis que le CEC subsiste grâce aux appuis de parents des scouts et des amis, la Pramuka reçoit des subsides de l'occupant. Pour la réalisation des camps de la Pramuka la police exerce des pressions sur les entreprises et les travailleurs, les obligeant à verser des sommes d'argent. Les occupants indonésiens aimeraient se voir débarassés du Corps des Scouts Catholiques et de l'Externat S.José mais n'osent pas les attaquer de front parce qu'ils relèvent de l'Eglise Catholique; ils exercent donc des pressions continuelles sur les professeurs et les étudiants.

La population en général a besoin d'un laisser-passer (Surat-Jalan) pour se déplacer et est contrôlée de multiples façons dans tous ses déplacements et mouvements; les occupants ont aussi créé des noyaux militaires au sein des populations, appelés Babinsa et Bimpolda : l'objectif de l'occupant est de contrôler jusqu'au plus petit village du Timor-Oriental et de contrôler par la répression toute la population.

Le peuple du Timor-Oriental affronte toute cette sauvagerie des occupants indonésiens, toute ces répressions sanglantes. Le peuple du Timor-Oriental subit un génocide culturel mais aussi physique.

Faites parvenir à vos peuples et à vos Gouvernements ces informations sur ce qui se passe au Timor-Oriental, contre la volonté de son peuple qui veut être libre et indépendant. Je termine citant les paroles de l'évêque de Setúbal devant le Comité de Décolonisation des Nations-Unies en août 1987 : "Nous ne pouvons pas ignorer le Timor-Oriental, ni le maintenir sous silence, ni le négocier. Timor-Oriental est un peuple avec une histoire et un avenir. Personne n'a le droit de lui couper la route".



Carlos Barbosa.

Carlos Barbosa est marié et père de 3 enfants. Au temps de l'administration portugaise il était fonctionnaire public. Il a été réceptionniste de l'Hotel Turismo à Dili jusqu'à la date de son départ en 1987.

(Interview recueillie à Lisbonne en 1988 par 'La Paix est possible au Timor-Oriental').

Lorsque Dili a été envahi il y a des gens qui sont restés dans la ville pensant que les indonésiens venaient rétablir l'ordre, mais comme ils commencèrent tout de suite avec les massacres, la population s'est enfuie vers les montagnes. La ville est restée presque totalement déserte, toutes les maisons furent dévalisées. Durant les jours suivants ils rassemblèrent la population restante et l'obligèrent à transporter dans des camions les biens et les meubles provenant des maisons abandonnées. Tout fut chargé dans des bateaux et emmené en Indonésie.

Q.- La population résista ou avait-elle peur ?

R.- Ceux qui étaient armés continuaient à résister et c'est pour cela que les indonésiens commettaient plus de massacres et de violences. Ils ont mis au moins 15 jours à contrôler la ville proprement dite qui comptait environ 10.000 habitants avant l'invasion. Ce contrôle a été effectué avec un grand nombre de militaires, au moins 20 navires de guerre sans compter les troupes transportées par avions. Durant les jours suivants ils débarquèrent des tanks et des voitures blindées.

Très peu de gens sont restés, surtout des femmes et des enfants, ceux qui ne pouvaient pas lutter. Ceux qui ont pris les armes sont souvent partis seuls, ce n'est que plus tard lorsque toute la ville était sous le contrôle indonésien que les familles partirent peu à peu se joindre à ceux qui étaient dans le maquis. Ceux qui étaient restés voyant que la situation ne s'améliorait pas, sortaient peu à peu.

Q.- Vous avez travaillé à l'Hôtel Turismo de Dili ?

R.- J'ai commencé à travailler à l'Hôtel Turismo qui est l'hôtel où vont les étrangers en visite. il existe deux autres hôtels, mais comme l'alimentation y est orientale les étrangers préfèrent aller à l'Hôtel Turismo où les conditions de ce point de vue sont meilleures. Un des deux autres est contrôlé par le Gouvernement.

Q.- Cet hôtel reçoit-il aussi des étrangers ?

R.- Le Gouvernement envoie toujours les étrangers là-bas, mais parce qu'il n'a pas de conditions et qu'il est davantage surveillé les visiteurs

quittent cet hotel et viennent à l'Hôtel Turismo. Ce sont les services gouvernementaux eux-mêmes qui téléphonent pour réserver des chambres pour ces gens et aussi pour la Sécurité. Ils demandent pour mettre les étrangers dans les chambres intérieures et celles où il est plus difficile de contacter la population et plus facile de les surveiller. Souvent le Gouvernement paie les dépenses.

Q.- C'est le Gouvernement qui paie ?

R.- Souvent. Lorsque j'étais là comme réceptionniste il est arrivé que des visiteurs paient leur chambre, par exemple l'ambassade d'Australie et l'ambassade de Nouvelle-Zélande en janvier-février 1987, mais les hommes du Protocole et de la Sécurité disent que ce sont eux qui ont payé pour recevoir le remboursement du Gouvernement. Les repas et les promenades sont payés par le Gouvernement.

Q.- Les visiteurs ne s'étonnaient pas ?

R.- Ils savent bien que les indonésiens veulent se montrer aimables avec eux.

Q.- Les visiteurs se promènent seuls où accompagnés par les indonésiens?

R.- Tant que j'étais là les hommes du protocole étaient toujours en contact avec la Sécurité par le téléphone. D'ailleurs lorsqu'il y avait des étrangers à l'hôtel c'était les hommes du Protocole qui prenaient compte du téléphone. Ils recevaient les ordres de la Sécurité, ce qu'ils pouvaient dire et ce qu'ils ne pouvaient pas dire : "A cet endroit vous ne pouvez pas aller, choisissez-en un autre. Il est impossible d'aller à cet endroit en voiture, la route est coupée par les pluies, il faut y aller en hélicoptère. Pouvaient aller en voiture ceux en qui ils avaient vraiment confiance, mais seulement pour des zones où ils contrôlaient vraiment la situation : pour la zone Est ils allaient presque toujours en hélicoptère.

Q.- Pourquoi la zone Est?

R.- Parce que c'est celle où la résistance est la plus forte.

Q.- Qu'est-ce qu'ils pouvaient visiter ?

R.- Probablement les maisons que les indonésiens construisaient, je ne sais pas bien parce que je ne les ai jamais accompagnés, j'entendais seulement les conversations à l'hôtel. Il y avait des voitures officielles pour emmener les visiteurs... La population savait qu'il y avait des visiteurs étrangers lorsque certaines rues étaient interdites.

Q.- Qui interdisait ces rues ?

R.- Le gouvernement lui-même, la police interdisait les rues qui conduisent au cimetière militaire et aux zones militaires. La population qui habite ces zones peut utiliser ces rues malgré les signaux

d'interdiction mais lorsque les étrangers y arrivent leur chauffeur sait qu'il ne doit pas y aller, et si le visiteur insiste le chauffeur lui montre le signal d'interdiction.

Q.- Toutes les visites sont accompagnées par des indonésiens ?

R.- Toutes, mais souvent ils utilisent aussi des timorais qui travaillent pour l'Indonésie.

Q.- Ces timorais n'essayaient pas de montrer les zones interdites ?

R.- Ils sont toujours accompagnés par des indonésiens. Tout ce qu'ils pourraient dire l'autre l'entend, il est impossible de dire quelquechose. Ils évitent que les étrangers prennent des taxis, il y avait toujours des voitures à leur disposition. Même s'ils veulent sortir à pied ils leur demandent où ils vont.

Q.- Il n'y a pas moyen de leur fausser compagnie ?

R.- Pour des étrangers c'est très difficile. J'en ai vu qui voulaient sortir par la porte arrière de l'hôtel mais de ce côté aussi il y avait des chambres réservées à la Sécurité, sur ce point la sécurité était efficace.

Q.- Cette Sécurité est composée de militaires ?

R.- Oui, mais des militaires sans uniformes, en civil. Bien que dans leur chemise on pouvait apercevoir les deux revolvers et la radio qui leur permettait d'être en contact avec leur Centre. Lorsqu'en même temps que la chambre des visiteurs il n'y avait pas de réservation pour la Sécurité, on savait que ces visiteurs avaient l'entière confiance de la Sécurité.

Q.- Et les journalistes ?

R.- Les visites de journalistes étaient extrêmement rares. Lors des dernières élections en avril 1987 par exemple, ils amenèrent une portugaise qui est la soeur du Gouverneur, elle pouvait circuler comme elle voulait. Il y avait aussi un membre de l'ambassade du Canada, il s'était éloigné un peu, ils lancèrent aussitôt plusieurs voitures à sa recherche. Nous même évitons de parler de la situation parce qu'on ne sait pas qui est pour eux et qui est contre. Souvent ils nous disaient ce que nous devions répondre aux visiteurs si ceux-ci nous posaient des questions.

Q.- Par exemple ?

R.- S'ils nous demandaient quelles étaient les possibilités de visiter telle ou telle zone, nous parlions des pluies, du mauvais état des routes. Nous devions toujours arranger une réponse selon ce qu'ils nous avaient enseigné à dire.

Q.- Ces visites d'étrangers étaient longues ou courtes ?

R.- Très courtes. La plupart arrivaient un jour et repartaient le jour suivant. Au maximum ils restaient trois jours. Tous les jours avant 22

heures nous devions envoyer la liste des personnes qui étaient entrées dans l'hôtel. Il fallait envoyer cette liste aux 'commandos', à la police et à l'Intel (Intelligence Service)... s'ils ne recevaient pas la liste ils venaient eux-mêmes la chercher.

Q.- Toutes les nuits ?
R.- Toutes les nuits, qu'il y ait des visites ou non. Même lorsque les hôtes étaient des résidents nous devions les en informer. Les indonésiens, eux, étaient obligés à présenter eux-mêmes leur laissez-passer au siège de l'Intel.

Q.- L'arrivée d'étrangers provoque-t-elle des changements?
R.- Au début il y avait des perquisitions à toutes les maisons avant l'arrivée des étrangers, dernièrement, dans la capitale au moins, des perquisitions ne sont plus aussi fréquentes et ne sont pas liées aux visites, elles se destinent à voir si nous avons reçu des armes du maquis.

Q.- Y a-t-il beaucoup de visites d'étrangers ?
R.- Cinq ou six par an. Au début presque personne n'entrait, dernièrement elles ont de nouveau diminué.

Q.- Quelles sont les zones que les indonésiens montrent le plus volontiers ?
R.- Maliana, Suai, qui se trouvent proches de la frontière où ils ont envoyé des populations venues de leurs Provinces (ce qu'ils appellent transmigration), où ils ont des cultures faites par eux-mêmes. Ils ont le contrôle total de ces zones. En 1976, après avoir créé un Gouvernement Provisoire ils invitèrent des éléments de l'ONU et du corps diplomatique au moment où presque toute la population se trouvait dans les montagnes. Nous qui étions restés fûmes obligés à participer à leur réception avec des militaires vêtus en civil, obligés de crier "vive l'intégration". Quelques timorais qui savaient parler l'anglais furent obligés à servir d'interprêtes, quelques jours auparavant ils avaient distribué des instructions sur ce qu'ils devaient dire.

Q.- Les étrangers peuvent-ils filmer ?
R.- Lorsqu'ils autorisent les films ils bloquent toutes les rues et canalisent toute la circulation par la même artère, ils permettent alors quelques images pour montrer le progrès.
Q.- Et faire des enregistrements ?
R.- Non, d'ailleurs la population ne veut pas parler, elle a peur.

Antonino Tavares.

Antonino Tavares, infirmier, marié et père de famille. De 1979 à 1987, A. Tavares a travaillé pour le Catholic Relief Services et l'UNICEF. A ce titre il est l'un des rares réfugiés qui a pu circuler dans le Timor-Oriental durant ces années d'occupation.
(Interview recueillie à Lisbonne en 1988, par 'La Paix est possible au Timor-Oriental').

A.T.- En 1975-1976, lors de l'invasion, une grande partie des populations s'est enfuie vers le maquis. Lorsqu'elles ont été contraintes de se rendre, en 1979, elles présentaient de forts symptômes de déficiences et de maladies. Les autorités civiles et l'Eglise elle-même ont alors fait appel au Catholic Relief Services (CRS) des USA. Outre l'apport d'aliments et de vêtements, que faisait aussi la Croix-Rouge Internationale autorisée cette année là à revenir à Timor, le CRS a créé un groupe para-médical en décembre. Je travaillais alors à l'hôpital de Dili et j'ai été invité à participer à ce groupe tant que dura son action, jusqu'en mars 1981. Nous nous sommes installés à Lala où, selon certaines informations, mouraient environ 40 personnes par jour, de faim et de maladie. Au bout d'un mois je suis parti avec deux autres infirmiers à Quelicai, un gros bourg installé sur des terres sèches qui ne peuvent être travaillées et dont la population avait plus que doublé avec l'arrivée de populations voisines. La population ne pouvait pas sortir du bourg pour cultiver et vivait dans des conditions pires que celles des animaux.

Q.- La situation est plus difficile à la campagne que dans les villes ?
R.- Il y a aussi beaucoup de difficultés dans les villes, mais en ville il est plus facile de se débrouiller. Le principal problème dans les camps était la famine. Les zones où il est permis de circuler, aussi bien pour cultiver que pour pratiquer la cueillette, sont très restreintes. La plupart des familles ne disposent que de 100 à 200 mètres carrés de terre, ce qui est manifestement insuffisant pour assurer l'alimentation d'une famille pendant toute l'année. Elles doivent se rabattre sur la cueillette de fruits sauvages, de tubercules spontanés et de feuilles, le tout en quantités elles aussi insuffisantes parce que l'armée interdit de s'éloigner du camp.

Q.- Que font les organisations internationales ?

R.- Il y a plusieurs projets, voyons par exemple des projets d'adduction d'eau dans lesquels j'ai travaillé pour l'UNICEF. Les fonds parviennent par exemple aux mains d'un médecin...

Q.- Un médecin timorais ?

R.- Non, un médecin indonésien, qui entre en contact avec le "trépied", on appelle ainsi les trois pouvoirs existants à tous les niveaux, depuis la Province jusqu'au plus petit village. Le "trépied" est composé du Commandant militaire, du Commandant de la police et de l'autorité civile...

Q.- Tous des indonésiens ?

R.- Parfois le responsable civil est un timorais mais ce sont les militaires qui ont le pouvoir. Le "trépied" convoque la population pour les travaux qu'ils appellent Gotong-Royong, 'travail volontaire', et les gens commencent à travailler gratuitement tandis que le médecin et les autres gardent l'argent pour eux. Parfois la population refuse de travailler mais il y a des représailles.

Q.- Les organisations internationales savent cela ?

R.- Je ne pense pas. Un jour un indonésien qui faisait les comptes d'un projet indiquait des dépenses dix fois supérieures à la réalité. J'avais toutes les factures et je le lui ai fait remarquer disant qu'il pourrait y avoir un contrôle et que c'est l'Indonésie qui serait mal vue; il me répondît que l'argent venait de l'étranger et que cela n'avait donc aucune importance. Il y a eu une fois une réclamation de l'UNICEF parce que les indonésiens indiquaient des dépenses pour changer 6 ou 7 fois par an les pneus des voitures... c'était trop manifeste !

Q.- Que disaient les populations avec lesquelles vous parliez ?

R.- Lorsque j'entrais dans une maison je savais qu'il y avait au moins deux militaires là tout près, l'air de rien, mais qui venaient voir de quoi nous parlions, et dès que je partais ils allaient demander de quoi nous avions parlé. Ensuite je devais moi-même écrire le rapport de la conversation qui serait ensuite remis aux militaires indonésiens. Une fois j'ai fait un rapport que j'ai remis à l'administration de Ermera, à un indonésien assez compréhensif. Il m'a appelé et m'a demandé de changer le rapport parce qu'il allait être remis le lendemain aux forces-armées et les personnes concernées pourraient être arrêtées et fusillées.

Q.- Les populations sont-elles réceptives aux aides ?

R.- On note très bien une méfiance lorsqu'on s'approche d'elles parce que les organisations humanitaires sont assimilées aux indonésiens et la population est en opposition constante avec les forces-armées...

Q.- Qui, la population civile ou la guérilla ?

R.- Les deux, la population civile et la guérilla.

Q.- Il y a des contacts entre les deux ?

R.- Généralement la population y arrive.

Q.- Mais la population n'est-elle pas consciente que les projets de développement vont améliorer ses conditions de vie ?

R.- Si, la population sait que ses conditions de vie sont très mauvaises et que les projets sont importants, mais elle sait aussi que l'argent n'arrivera jamais jusqu'à elle et qu'il reste dans les mains des responsables. De plus elle est surchargée de travaux de toute sorte dont elle ne tire aucun bénéfice: c'est le travail pour les routes alors qu'elle ne peut pas se déplacer, le travail pour les forces-armées, les travaux dans les grandes propriétés agricoles des indonésiens... tous ces travaux sont exécutés gratuitement sans aucune contrepartie. Il y a eu des efforts des organisations internationales pour des mini-projets, par exemple la création de petits animaux : lapins, canards, poissons... mais les militaires viennent et se servent comme ils veulent, parfois ils disent qu'ils vont payer, mais l'Unité est relevée par une autre et celui qui avait promis de payer n'est plus là ! Comme ces situations se répètent la population finit par préférer se maintenir dans la situation où elle se trouve que de travailler sans cesse et ne rien recevoir.

Q.- Quelle est la situation des services de santé ?

R.- A la fin de leurs études des jeunes médecins indonésiens viennent faire un stage de deux ans au Timor-Oriental après lequel ils seront intégrés dans les services de santé de leur pays. Les infirmiers sont aussi en majorité des indonésiens, certains viennent temporairement, d'autres s'établissent définitivement. Les infirmiers de nationalité timoraise ne trouvent pas de place dans leur spécialité dans les services publics indonésiens. Il y a beaucoup de personnel médical et para-médical au Timor-Oriental en ce moment mais il y a de grandes zones sans assistance. Ce personnel étranger semble venir à Timor pour y passer des vacances pendant la période qui lui a été fixée et retourner chez lui avec son NIP (Numéro de fonctionnaire public) et une "citation d'honneur" du Gouverneur de Timor. Ils refusent d'être placés dans les postes moins importants pour des raisons de sécurité, soit parce que ces postes sont dominés par la résistance soit pour d'autres motifs; mais ils acceptent d'y aller si la Croix-Rouge Internationale ou l'UNICEF leur donnent un subside mensuel de 30000 roupies en plus de leur salaire.

Q.- Y a-t-il des médicaments en quantité suffisante ?

R.- Les indonésiens se servent du meilleur. Une grande partie des médicaments est déviée vers le commerce privé. Il n'y a pas de médicaments à l'hopital et le médecin envoie les malades les acheter dans les magasins vers lesquels ils ont été déviés. Tous y gagnent, le médecin qui vend les médicaments au commerçant et le commerçant qui les revend avec une marge de bénéfice. Comme la population n'a guère de moyens pour les acheter, la mortalité, surtout la mortalité infantile, est très élevée. Beaucoup de morts sont dues soit au manque d'aliments soit au manque de médicaments. Un jour je visitais une personne de famille à Balibo (près de la frontière); sujet à un fort mal de dent je demandais à être traité au poste de santé, le fonctionnaire de service me montra les armoires de médicaments complètement vides. Qu'aurait-il fait si apparaissait un cas d'urgence ? De plus, à Dili par exemple, lorsqu'un timorais malade doit être opéré, il doit verser un pot-de-vin de 150.000 roupies pour marquer l'opération, cela fait partie d'un accord entre le médecin et l'infirmier, sans cela le malade attend indéfiniment son opération.

José Guterres.

José Guterres, 27 ans, célibataire. Lors de l'invasion en 1975 il avait 13 ans et il s'est enfui avec sa famille vers les montagnes. Capturé par l'armée indonésienne en 1980, envoyé à la prison de Dili puis en exil sur l'ilôt de Ataúro, il a été libéré en 1984 et a travaillé pour la Croix-Rouge indonésienne de 1985 à 1987, en étroit contact avec le Comité International de la Croix-Rouge.
(Interview recueillie par 'La Paix est possible au Timor-Oriental')

Q.- Quelles étaient les conditions de vie à Ataúro ?

R.- Lorsque nous y sommes arrivés il n'y avait rien, nous avons dû couper des arbres et des herbes pour construire notre paillote. Pour l'alimentation le commandement militaire nous donnait une boîte de maïs par semaine, je mourais de faim. Je suis tombé malade mais il n'y avait aucune assistance médicale, si nous allions parler de cela aux militaires ils disaient :"Le Fretilin peut mourir, ce n'est pas un problème". Tous les jours nous devions faire des travaux forcés qu'ils appellent 'gotong royong', travail volontaire, mais dans le cadre où nous étions c'était des travaux forcés : ils nous faisaient construire des routes que personne n'utiliserait, ils nous faisaient construire des porcheries pour élever des porcs qu'ils ne mangeraient pas, ils sont musulmans, mais pour les vendre. Lorsque j'arrivais en retard au travail ils me battaient.

Les habitants de cette petite île qui n'étaient pas des prisonniers avaient besoin d'un laisser-passer pour se déplacer et pour obtenir ce laisser-passer ils devaient offrir aux militaires une partie de leurs produits.

En 1982 la Croix-Rouge Internationale a été autorisée à entrer à Ataúro et la situation matérielle s'est améliorée. Il y avait parfois des visiteurs étrangers qui étaient amenés dans des hélicoptères militaires mais on ne pouvait pas parler avec eux.

En juillet 1984 j'ai été ramené à Dili. En 1985 j'ai commencé à travailler avec la Croix-Rouge indonésienne.

Q.- En quoi consistait ce travail ?

R.- Je faisais partie d'une équipe de 'Tracing and Mailing service'. C'est un service lancé par la Croix-Rouge Internationale pour essayer de rétablir le contact entre membres de familles qui ont été séparés par la guerre et, si possible, les réunir. Lorsque la correspondance normale n'est pas possible entre eux, la Croix-Rouge assure ce service,

en particulier pour ceux qui sont dans les prisons. Pour être exempt ce service ne peut pas être réalisé par des indonésiens puisqu'ils sont là comme occupants. Le CICR a donc obtenu qu'il soit constitué de timorais reliés pour la circonstance à la Croix-Rouge indonésienne. Les conditions dans lesquelles se déroule notre travail lui retirent toutefois tout caractère d'exemption. Nous travaillions sous le contrôle du 'Team Operasi', un organisme indonésien dirigé par un officier en retraite, et nous devions établir des rapports sur tous nos contacts, pour les forces armées. Tout le courrier était contrôlé et censuré à plusieurs niveaux par le commandement militaire, aussi bien auprès de l'expéditeur que du destinataire. Dans tous nos déplacements pour le service de la Croix-Rouge Internationale nous étions accompagnés d'agents des services secrets (Intel).

Q.- Quelle est la situation au niveau de la santé, la Croix-Rouge peut-elle assurer des services de base ?

R.- La Croix-Rouge aide les prisonniers, les déportés, mais pas la population normale.

Q.- Et l'assistance aux enfants, aux mères, rien n'est fait dans ce sens ?

R.- Je pense que c'est le travail de l'UNICEF. L'équipe de l'UNICEF ne travaille pas avec nous, ce sont tous des indonésiens, il y a des timorais pour les aider parce que les timorais ont plus de facilité pour les contacts avec la population; ils travaillent avec eux mais ils n'occupent pas les postes de responsabilité, ces postes sont occupés par les indonésiens. L'UNICEF dépend aussi du 'Team Operasi' comme l'équipe du 'Tracing and Mailing service'

Q.- Et l'UNICEF doit aussi présenter régulièrement des rapports pour les Forces-Armées ?

R.- Je ne sais pas.

Q.- Le CICR a-t-il accès aux prisons ?

R.- La Croix-Rouge Internationale a d'abord eu accès à Ataúro, puis à Purgoa, un autre camp de déportation créé par les indonésiens pour transférer une partie des déportés de Ataúro lorsque l'opinion publique internationale a commencé à manifester sa préoccupation à propos de Ataúro. Mais il y avait d'autres camps que le CICR ne connaissait pas : en 1986 quelques déportés de Aileu arrivèrent à entrer en contact avec le CICR et l'informèrent de l'existence de camps à Aileu. Le CICR est allé voir et a pu constater par lui-même qu'il s'agissait bien de camps de concentration.

Q.- Il y a donc des camps que le CICR découvre accidentellement ?

R.- Oui c'est cela. Malgré les accords existants entre le CICR et le Gouvernement indonésien les militaires font tout ce qu'ils peuvent pour empêcher l'action de la Croix-Rouge, ou pour la contrôler. La plupart des actions de la Croix-Rouge Internationale sont, en fait, réalisées par des indonésiens qui n'ont aucune indépendance face à leur propre Gouvernement. Il n'y a qu'une seule infirmière étrangère du CICR en permanence à Dili et elle n'a qu'une liberté limitée. Pour sortir de Dili elle doit, comme tout le monde, obtenir un laisser-passer des services secrets (Kopskam). J'ai vu plusieurs fois des agents de ces services accompagner les délégués de la Croix-Rouge dans le même hélicoptère. La découverte des camps de déportés de Aileu n'a été possible que parce que Aileu est proche de Dili et que l'infirmière du CICR informée de leur existence s'est mise dans la jeep de la Croix-Rouge un dimanche matin, sans laisser-passer, mais avec de la chance puisque les contrôles militaires, confiants, ne lui ont pas exigé ce document. Une fois sur place les militaires ne purent nier l'évidence. Une autre fois j'étais moi-même en déplacement avec un fonctionnaire du CICR à Same, nous conversions avec le gouverneur de la ville, un timorais choisi par les indonésiens, lorsqu'il nous demanda : "alors, quand est-ce que les prisonniers de Lacluba pourront-ils revenir ? J'espère qu'ils pourront passer Noël dans leurs familles!". L'infirmière surprise demanda :"Il y a un camp de prisonniers à Lacluba?". Le gouverneur nota l'erreur qu'il avait commise mais il était trop tard.

Q.- Il n'est donc pas possible de fournir des chiffres exacts sur le nombre de prisonniers ?

R.- Non parce que les indonésiens ont des prisons partout. Par exemple il y a un commandement de police, il a sa prison; il y a un commandement de 'bérêts-rouges', il a sa prison; la police militaire a sa prison; une unité d'infanterie a sa prison, une autre d'artillerie a la sienne, le commandement de District a sa prison, les services secrets ont les leurs...

Q.- Les prisonniers sont des résistants et des membres de leurs familles?

R.- Pas seulement, il y a des civils, des suspects, des ivrognes, pour le moindre prétexte les gens sont arrêtés.

Q.- Mais le CICR indique dans ses rapports le nombre des prisonniers!

R.- Non, le CICR indique seulement le nombre des prisonniers qu'il a pu visiter à l'abri des accords qu'il a passé avec le Gouvernement indonésien, en fait le CICR ne peut visiter que la prison de Cipinang à Djakarta et deux prisons à Dili (Comarca et Becora). L'Indonésie tire

profit de ces rapports de la Croix-Rouge internationale parce que pour ceux qui ne connaissent pas la situation ils donnent l'idée que le nombre des prisonniers est limité à ceux auxquels le CICR fait référence alors que ce n'est qu'une minorité. C'est la même chose lorsqu'un rapport du CICR indique que des déportés ont pu retourner dans leurs villages, d'abord parce qu'on n'y parle pas de ceux qui n'ont pas pu retourner et ensuite parce que ces villages où ils vont, sont en général des villages-stratégiques. C'est seulement la forme de détention qui se modifie, d'ailleurs pas toujours pour le mieux.

Q.- Qu'est-ce que c'est que ces villages-stratégiques ?

R.- Avant la guerre la population vivait dispersée dans les montagnes, avec ses cultures et sa vie normale. Avec l'occupation indonésienne et la résistance du maquis les indonésiens ont construit des villages-stratégiques pour rassembler cette population qui vivait dispersée. Dans ces villages ils pouvaient contrôler toutes les entrées et sorties, contrôler le nombre de personnes, empêcher que la population fournisse des renseignements à la résistance. La conséquence c'est que dans ces villages-stratégiques la population meurt de faim parce que les terres de culture sont réduites à un jardin potager.

Q.- Des jardins trop petits ?

R.- Oui, et aussi parce qu'il faut toujours cultiver les mêmes terres et qu'elles s'épuisent. Parfois même il n'y a pas le temps de s'occuper des cultures.

Q.- Pourquoi ?

R.- Parce qu'il y a beaucoup d'autres travaux obligatoires. Les plus vieux par exemple doivent monter la garde tous les jours du mois, 30 jours par mois. Les plus jeunes, les plus forts ne montent la garde que 15 jours par mois, mais c'est parce qu'ils doivent faire d'autres activités imposées par les indonésiens.

Q.- Par exemple ?

R.- Nettoyer les camps, décharger des camions militaires, faire des contrôles sur les routes, participer aux opérations militaires... tout cela rend la vie dans les villages encore plus difficile.

Q.- Et la vie quotidienne dans ces villages ?

R.- Comme je l'ai dit elle est tout-entière sous le contrôle des militaires.

Q.- Les écoles ?

R.- Les enfants vont à l'école. Tout l'enseignement est donné en indonésien et les enfants doivent savoir parler indonésien parce que c'est la langue officielle.

Q.- La langue et la culture timoraises sont donc en danger ?

R.- Oui, ils obligent les gens à savoir l'hymne national indonésien et les cinq principes du Pancasila; pour obtenir un laisser-passer pour se déplacer par exemple, il faut savoir par coeur les principes du Pancasila. Le premier de ces principes dit que tout le monde doit professer une religion reconnue officiellement. Les timorais avaient leurs religions traditionelles mais comme elles ne sont pas reconnues officiellement ils disent que nous n'avons pas de religion, et si nous n'avons pas de religion nous sommes communistes, et eux veulent tuer les communistes.

Q.- Et alors ?

R.- Les timorais qui étaient religieux, mais selon les religions non reconnues, sont obligés d'abandonner leurs religions et de s'intégrer dans une des autres religions. Les indonésiens sont en train de construire des mosquées un peu partout. Ils commencent par construire la mosquée et après ils essayent d'attirer les gens.

Q.- Comment ?

R.- Ils profitent des mauvaises conditions de vie et ils offrent certains avantages à ceux qui se convertissent à l'Islam.

Q.- Malgré tout c'est l'Eglise catholique qui a attiré à elle le plus grand nombre de timorais ?

R.- Oui mais pourquoi ? D'abord parce qu'il faut choisir une religion, et puisqu'il faut choisir la plupart préfèrent la religion catholique. C'est pour ça que le nombre de catholiques a augmenté.

Q.- Comment est la vie à Dili ?

R.- Celui qui va à Dili pour quelques jours a l'impression que tout va normalement. Ce n'est qu'une impression, s'il restait là deux mois il commencerait déjà à avoir une idée plus juste, il verrait les tanks, les militaires, les rues interdites lorsqu'il y a des étrangers en visite, il verrait que ces étrangers sont toujours accompagnés par des indonésiens, qu'ils ne parlent qu'avec le Gouverneur, les indonésiens et quelques timorais qui collaborent avec les indonésiens.

Q.- Il y a beaucoup de timorais qui collaborent avec les indonésiens?

R.- Oui, il n'y a pas beaucoup d'autres hypothèses, pour faire mon travail je devais faire semblant de collaborer avec eux et dire du mal de la résistance.

(Extraits de l'intervention de José Guterres devant la Sous-Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, à Genève, en août 1987).

J'avais 13 ans lorsque les forces armées indonésiennes envahirent le Timor-Oriental. À la suite de l'invasion je me suis enfui dans les montagnes avec la Résistance. Plus tard j'ai été capturé par les forces indonésiennes. Je fus alors envoyé dans une prison appelée Comarca, à Dili, en 1980. De là j'ai été transféré dans l'île de Ataúro le 3 septembre. En juillet 1984 j'ai été libéré. J'ai commencé à travailler avec la Croix-Rouge indonésienne en 1985, et au début de 1987 je suis arrivé au Portugal à l'abri du programme de réunification de familles.

Pendant 12 ans j'ai assisté personnellement à un grand nombre d'exécutions arbitraires, arrestations et tortures, qui démontrent un mépris systématique pour les plus élémentaires droits civils et politiques des timorais.

En 1978-1979, les forces armées indonésiennes ont lancé une grande offensive contre la résistance timoraise et la population civile. Une partie de ma famille se trouvait avec moi dans le maquis. Nous étions tous concentrés dans la même zone, et des bombes incendiaires furent lancées contre nous. Je suis parvenu à m'enfuir mais mon frère fut tué dans un combat. Une de mes soeurs a disparu durant un bombardement intense et ni moi ni ma famille ne l'avons jamais plus revue.

En 1980 j'ai été fait prisonnier par les troupes indonésiennes et soumis à interrogatoires et à la torture. Chaque soldat indonésien usait sa propre méthode de torture pour m'obliger à confesser mes 'crimes'. Différentes méthodes de torture me furent appliquées: j'ai été frappé à coups de crosse et de bâtons. J'ai été attaché, pieds et mains, et plongé la tête en avant, pendu par les pieds, dans un réservoir d'eau. Au bout d'environ deux minutes, j'étais hissé et interrogé. Tant que je n'avouais pas ils répétaient l'opération. Lorsque, dans mon état d'étouffement, j'avouais, ils me posaient de nouvelles questions et la torture recommençait à nouveau.

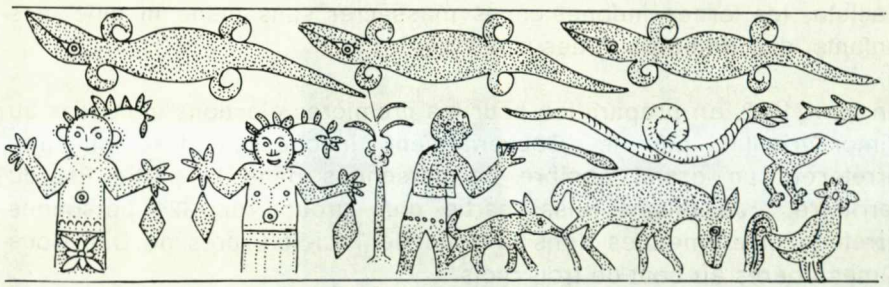
J'ai été ligoté avec deux petites espèces de crocodiles (buaya kecil) attachés à mon corps. Lorsqu'ils tiraient la queue des animaux, ceux-ci me griffaient et me mordaient, enfonçant leurs griffes et leurs dents dans ma chair. Pendant ce temps ils continuaient à me poser des questions.

J'ai vu aussi mes amis être torturés. Je les ai vus soumis à des chocs électriques, frappés avec des barres de fer et de bois, les doigts de pieds mis sous les pieds d'une table avec des soldats et officiers assis sur la table, je les ai vus être brûlés avec des cigarettes sur les oreilles et les organes sexuels. Ils recevaient aussi des coups de pieds sur la poitrine.

Plus tard j'ai été emmené vers l'île de Ataúro avec mes amis et j'y suis resté quatre ans. Nous ne pouvions pas parler avec les étrangers qui y étaient amenés dans des hélicoptères militaires. Durant la visite d'une délégation australienne, moi-même et un compagnon de prison fûmes brutalement frappés et menacés de mort parce que nous avions osé parler avec eux. La même chose se passa lorsque des journalistes portugais visitèrent Ataúro: après leur départ, quatre de mes compagnons furent torturés et envoyés à la prison de Comarca.

Il y a beaucoup d'autres prisons à Dili, Aileu et autres lieux du territoire, avec de petits groupes de prisonniers. Je suis moi-même entré dans l'une de ces prisons sans que les militaires le sachent, j'y ai vu six prisonniers avec la figure gonflée et d'autres signes de mauvais traitements.

Je suis profondément préoccuppé pour le sort de mes amis qui sont encore au Timor-Oriental. J'ai été témoin et j'ai moi-même été victime des plus brutales violations des droits de l'homme, résultat des efforts du gouvernement indonésien pour consolider sa domination coloniale sur le Timor-Oriental, et je crois que jusqu'à ce que les véritables désirs du peuple timorais soient respectés, la souffrance continuera.



Cristiano Costa.

Cristiano Costa est une des rares personnes qui aient réussi à s'enfuir clandestinement du Timor-Oriental, en passant par Java. *(Témoignage prononcé devant la Commission des Droits de l'Homme, en février 1988)*

Je suis un timorais qui a réussi à fuir du Timor-Oriental, abandonnant mon pays et mes parents pour témoigner des violations des droits de l'homme perpétrées par les militaires indonésiens au Timor-Oriental. Je me suis enfui de Timor en octobre 1987 et, passant par l'Indonésie, je suis arrivé à Macau le 31 décembre 1987.

Les forces indonésiennes ont envahi la ville de Dili le 7 décembre 1975 et trois jours plus tard elles occupaient ma ville natale, Baucau. Ce jour là j'ai vu des parachutistes indonésiens torturer et exécuter des timorais après les avoir capturés. D'autres furent envoyés dans les prisons de Baucau: Flamboyant (un ancien hôtel) et RTP (ancienne base d'une Compagnie de l'armée portugaise). J'avais alors 15 ans. Devant cette ambiance de terreur j'ai fui vers le maquis dans les zones contrôlées par les résistants timorais.

En 1979 un de mes frères a été tué par les militaires indonésiens, et moi, j'ai été capturé à Ostiko, près de Baucau, et j'ai été détenu jusqu'en 1980 dans la base militaire de Baucau.
En 1981, lors de l'opération militaire indonésienne nommée 'Operasi Pagar-Kikis I', j'ai été obligé par les militaires à participer à cette opération qui était commandée par le Colonel Sahala Rajaguguh et qui mobilisait 40 Bataillons indonésiens et la population civile du Timor-Oriental. Durant cette opération j'ai vu, à Aitana dans la zone de Lacluta, les forces indonésiennes massacrer sans peine ni pitié, des enfants, des vieillards et des invalides.

En avril 1982, en préparation pour les premières élections imposées au Timor-Oriental par le Gouvernement indonésien, les militaires arrêtèrent un grand nombre de personnes dans la partie Est du territoire. Je faisais aussi partie d'un groupe de 324 personnes arrêtées et emmenées dans la zone de Taci-Tolu près de Dili. Nous fûmes libérés au bout de trois mois.

En 1983, après le cessez-le-feu entre la guérilla et les forces militaires indonésiennes il y eut une nouvelle vague de massacres et d'arrestations de ceux qui, dans les villes occupées de tout le territoire, étaient suspects de sympathie pour le Fretilin. Pour ne pas parler d'autres massacres, je ne citerai que la tuerie déjà connue de Kraras où une agglomération de plus de 2000 personnes a été presque totalement exterminée. C'est à la suite de ces évènements que j'ai été de nouveau arrêté le 28 août 1983 à Baucau, suspect de travailler avec le Fretilin. J'ai été soumis à des interrogatoires et à la torture. Durant deux semaines, à Baucau puis à Dili, j'ai souffert des chocs électriques, des coups et brulûres, et ils me cassèrent les dents. Je me rappelle encore le nom de l'officier indonésien de Baucau chargé de la torture et des interrogatoires, c'était le Capitaine A. Haryanto.

Le 2 septembre je fus ligoté ainsi que 20 prisonniers parmi lesquels un de mes frères, et ils nous envoyèrent à la prison Comarca de Dili. Furent aussi arrêtés à Baucau quelques uns de mes collègues comme Adolfo Fraga, António Espirito Santo, Benjamim Guterres, Isidoro Ximenes et Costa Alves qui disparurent ensuite.

À la prison Comarca de Dili nous n'étions pas autorisés à recevoir de visites de nos familles, nous ne recevions ni une alimentation normale ni assistance médicale. Nos conditions ne s'amélioraient qu'à la veille des visites de la Croix-Rouge Internationale ou de visiteurs étrangers, mais, après leur départ, les mauvaises conditions recommençaient....

Les prisonniers timorais qui n'étaient pas prisonniers politiques mais détenus de droit commun étaient privilégiés et en meilleure santé que nous. C'est eux qui étaient choisis pour être interviewés et filmés. Lorsque le 4 septembre 1984 le Ministre des Affaires Étrangères d'Indonésie, Mochtar Kusumaatmadja, et le Gouverneur de Timor, l'ingénieur Mário Carrascalão, visitèrent la prison, ce sont ces détenus de droit commun qui furent interviewés et filmés.

Beaucoup de prisonniers politiques étaient obligés de signer des faux aveux qui étaient ensuite utilisés pour mettre sur pied un simulacre de jugement. Deux avocats indonésiens de Kupang étaient désignés par le tribunal pour la défense des accusés, mais ils n'avaient pas de contacts avec les prisonniers. En fait ces avocats travaillaient avec l'accusation et le juge pour élaborer des condamnations et attribuer les peines qui avaient été décidées par les militaires. Moi-même et 49 autres avons refusé de signer ces faux aveux et nous n'avons donc jamais été jugés. Le 27 avril 1985, après 20 mois de prison, ceux qui avaient refusé de

collaborer à ces jugements furent libérés. Nous fûmes ensuite obligés à nous présenter toutes les semaines au commandement militaire indonésien.

Plus tard, revenu à Baucau, j'ai vu, le 17 août 1987, de nombreuses personnes être arrêtées par les militaires indonésiens en représailles aux attaques des guérilleros à Laisoro-Lai (Quelicai) et à Seiçal (Baucau). Ces personnes furent interrogées et torturées par les Bérêts-Rouges au milieu de la nuit à l'Hôtel Flamboyant de Baucau. Les plus suspects furent envoyés à Dili et restèrent dans les prisons des Bérêts-Rouges.

Anselmo Aparicio.

Anselmo Aparicio était élève du séminaire, il en a retiré une certaine protection.
(*Témoignage prononcé devant la Sous-Commission des Droits de l'Homme, à Genève, en août 1988*).

Je suis timorais. Je suis sorti du Timor-Oriental cette année. J'ai dû abandonner mon pays et mes parents. Je sentais que je ne pouvais plus supporter d'y vivre. Notre peuple est en train d'être décimé tandis que le monde reste muet.

J'avais 12 ans lorsqu'en 1975 les militaires indonésiens ont envahi le Timor-Oriental, d'abord la capitale Dili, et trois jours plus tard ma ville natale, Baucau. Dès les premiers jours de l'invasion j'ai assisté à d'innombrables violations des droits fondamentaux de l'homme, pratiquées par les militaires indonésiens. Dans ce domaine des violations je ne suis pas un cas qui mérite une attention particulière: élève du séminaire catholique de Dili pendant plusieurs années, j'ai même joui d'une certaine protection. Mais au Timor-Oriental ces violations graves font partie de notre vie quotidienne. Je ne puis pas exposer tout ce que moi-même ai vu et vécu car le temps pour le faire serait trop court.

La plus grande partie de la population de Baucau s'est enfuie vers les montagnes lors de l'invasion et elle a été poursuivie et bombardée par l'aviation, l'artillerie lourde et d'autres moyens militaires jusqu'à ce qu'elle soit obligée de se rendre.

Lorsque j'avais 15 ans les forces armées indonésiennes ont lancé une grande offensive contre la résistance, tuant et capturant grande part de la population civile timoraise qui s'était réfugiée dans les montagnes. Trois de mes cousins qui ont été capturés furent utilisés comme porteurs par l'armée et plus tard deux d'entre eux, Julio et Acacio, furent exécutés par les soldats. Pour ne pas être exécuté un autre de mes parents, Adelino, a dû verser une grande quantité d'or; un autre encore, Agostinho Pinto, a été exécuté avec son épouse à Ainaro.

Pendant ma seizième année, je me trouvais au club de Baucau près d'une religieuse missionnaire italienne, assistant deux hommes de Quelicai blessés, lorsque des militaires, pour le simple fait que ces

hommes étaient de bonne constitution physique, les soupçonnèrent d'être des guérilleros. Ils furent lapidés jusqu'à la mort sous mes yeux et ceux de quelques religieuses, par les militaires indonésiens des Bataillons 315 et 731.

J'ai assisté à l'arrestation de nombreux timorais dont mon ami Cristiano Costa. Tous étaient torturés durant les interrogatoires. Cristiano était présent ici lors de la dernière session de la Commission des Droits de l'Homme.(...)

En 1979, lorsqu'une délégation étrangère passa à Baucau, les blindés indonésiens furent emmenés à Nu-Bere pour y être cachés. Comme porteur (TBO) du Bataillon Armed-7, j'ai dû couper de nombreux bananiers de la population de Nu-Bere pour camoufler ces tanks.

En 1981, tous les timorais valides, entre 12 et 55 ans, ont été mobilisés par les militaires indonésiens pour une opération nommée 'operasi Sapu Bersih' contre la résistance. Mes parents les plus proches n'ont pas échappé à cette mobilisation forcée, -j'ai eu la chance de ne pas y aller parce que j'avais commencé à étudier au séminaire-. Mes parents mobilisés ont été obligés de servir de boucliers pour protéger les soldats indonésiens.

En 1982, durant les vacances scolaires, j'ai obtenu une autorisation militaire -le SURAT JALAN obligatoire à tous les timorais pour se déplacer- pour visiter ma famille à Baucau. Étant tombé malade durant le voyage, je m'arrêtais sur la route à Manatuto. Pour ne pas avoir présenté mon laisser passer aux militaires dans les délais prévus, j'ai été arrêté et brutalement frappé par un sergent indonésien du commandement du District de Manatuto. Je ne fus libéré qu'après l'intervention d'un religieux.
En 1978 déjà, pour avoir défendu la religion catholique que je professe, j'ai été battu devant ma mère par des fusiliers marins; j'avais alors 15 ans.

Durant les élections générales indonésiennes de 1982, un de mes collègues du séminaire et moi-même, fûmes emmenés de nuit par des agents des services secrets, nous fûmes interrogés et menacés parce que nous n'étions pas allés voter. La veille des élections j'avais vu des militaires indonésiens donner des ordres aux timorais les obligeant à voter pour le Golkar, le parti dominant en Indonésie.

En 1983 j'ai été autorisé à visiter quelques uns de mes parents détenus à la prison Comarca de Dili. J'y ai vu des prisonniers avec des signes de mauvais traitements et de torture. Parmi eux j'ai notamment reconnu Caetano Guterres, David Dias Ximenes, le sergent Januário Ximenes, Francisco Carvalho, Agapito et d'autres qui sont aujourd'hui à la prison centrale de Cipinang à Djakarta.

Certains de mes compagnons, João Mau Leça, Espírito Santo, António Isidoro, Pedro de Tirilolo, Norberto de Dare, Tunilo de Dili, Benjamim Guterres de Venilale, ont tout simplement disparu après avoir été arrêtés par les militaires indonésiens.

En 1983 encore, mon école fut visitée par une équipe de la télévision portugaise. L'équipe était constamment entourée d'agents secrets indonésiens qui notèrent nos tentatives pour prendre contact avec elle. De retour au séminaire j'ai reçu des menaces et des insultes de ces agents. Durant cette visite le matériel militaire de la ville de Dili fut caché pour ne pas être filmé par l'équipe de télévision. C'est d'ailleurs une constante durant les rares visites de délégations et de journalistes étrangers d'empêcher la circulation dans les rues qui conduisent aux casernes indonésiennes et au cimetière militaire.

Le 24 mai 1987 j'ai été obligé par des éléments de la Police Militaire à regarder le soleil en face, à faire des flexions et des sauts de grenouille, et finalement ils me plongèrent dans une cuve pleine d'excréments humains et d'animaux. Tout cela parce que, accidentellement, j'étais passé devant le cimetière militaire, chemin que j'utilisais tous les jours pour aller à l'école, au moment où cette route était interdite parce que s'y déroulait l'enterrement de soldats indonésiens morts en combat contre la résistance. D'autres timorais dont quelques chauffeurs de taxis souffrirent les mêmes vexations en même temps que moi.

En décembre 1987 un de mes amis, Domingos Castro, ex-professeur, a été emmené par la police indonésienne, il est depuis lors porté disparu.

En janvier 1988 je fis de nouveau le voyage de Dili à Baucau, ayant obtenu un laisser-passer du commandement indonésien. Arrivé au contrôle militaire de Metinaro, encore dans les environs de Dili, je fus frappé à coups de pieds et à coups de crosses pour n'avoir pas salué les militaires de ce poste. Comme je m'apprêtais à protester ils

menacèrent de me pendre; un militaire timorais présent me fit signe que la menace était sérieuse.

Durant les derniers mois passés à Dili j'ai enseigné à l'école S.José, une école du diocèse, le seule qui enseigne le portugais. Cette école est l'objet de constantes persécutions des services secrets indonésiens qui l'accusent de faire de la politique contre le Gouvernement. Les élèves et les professeurs sont étroitement surveillés par les agents secrets, quelques uns ont été arrêtés et ont disparu. En décembre 1987 et janvier 1988 un de mes élèves a été arrêté et d'autres, même les prêtres Leão da Costa et Cunha, accusés d'avoir répandu des affiches anti-indonésiennes dans la capitale, furent soumis à interrogatoires.

Le jour où j'ai quitté Dili, y était enterré Arnaldo Araújo, qui avait été le premier Gouverneur du Timor-Oriental nommé par les occupants. Il y a deux mois à peine, en Juin, est mort João Martins, ex-responsable des Services indonésiens d'Éducation et de Service Social. En 1986 tous les deux, considérés suspects par les occupants, avaient ét arrêtés et soumis à interrogatoires. Dernièrement João Martins était professeur à l'école S.José. Il est mort au cours d'une fête à laquelle il avait, curieusement, été invité par les autorités indonésiennes. Sa mort comme celle de Arnaldo Araújo est attribuée à un empoisonnement. Nous rapprochons ces morts suspectes de personnalités timoraises connues, des accidents inexpliqués qui ont provoqué la mort d'étudiants timorais en Indonésie.

Monsieur le Président,
J'ai grandi dans un milieu où les droits de l'homme ne sont pas respectés, où règne la terreur, où la présence militaire indonésienne impose une soumission totale. Ayant grandi dans ce milieu j'en étais venu à penser que le pouvoir des armes était partout souverain. C'est avec surprise et satisfaction, une fois sorti du Timor-Oriental occupé, que je constate qu'existent la liberté d'expression, d'association, de mouvement, la liberté culturelle, la liberté même de protester... Pourquoi donc mon peuple n'aurait-il pas ce droit dont jouissent d'autres peuples?

João Maria dos Reis.

João Maria dos Reis est un ex-fonctionnaire de l'administration coloniale portugaise. Jusqu'à sa sortie du Timor-Oriental en octobre 1988, il était fonctionnaire du Département de l'information du gouvernement indonésien.
(*Témoignage prononcé en février 1989, devant la Commission des Droits de l'Homme, à Genève*).

Si l'on regarde la situation générale existant au Timor-Oriental depuis l'invasion de mon pays par les militaires indonésiens, je puis considérer que j'ai vécu dans des conditions relativement privilégiées:
- premièrement parce que je suis resté à Dili et je me suis rendu aux envahisseurs au moment même de l'invasion, alors que la plupart de mes compatriotes se réfugiaient et résistaient dans les montagnes;
- deuxièmement, parce que j'ai été intégré dans la fonction publique indonésienne.

Malgré cela j'ai choisi d'abandonner mon pays pour m'y sentir mal sous l'occupation étrangère et pour échapper aux persécutions dont aucun timorais n'est à l'abri. Je suis sorti aussi parce que je voulais témoigner devant l'opinion publique internationale la souffrance de notre peuple opprimé et torturé parce qu'il continue à réclamer sa liberté, et à lutter pour son droit à l'indépendance.

J'ai vu, Monsieur le Président, d'innombrables violations des droits de l'homme pratiquées par les militaires indonésiens. Ne pouvant parler de toutes, je citerai celles qui me touchent de plus près:
- Tout de suite, le lendemain de l'arrivée des troupes indonésiennes à Dili, le 8 décembre 1975, je suis allé avec un groupe de compatriotes me présenter au commandement des forces d'invasion. En chemin nous fûmes contrôlés par une section militaire qui, reconnaissant l'un de nous sur une photo d'une manifestation du Fretilin, l'emmena à la plage de Sota où ils le tuèrent par rafales d'armes automatiques.
- Trois jours plus tard, le 11 décembre, j'ai été arrêté. Ils me torturèrent par chocs électriques: ils me lièrent les pouces et plaçaient entre eux des fils liés au courant électrique ou, parfois, aux bateries des téléphones manuels.
- Le 8 octobre 1976 j'ai été arrêté de nouveau et emmené à la prison provisoire de Sang-Tai-Hoo où ils me torturèrent pour le simple fait de ne pas être capables de faire fonctionner un projecteur de films de

8mm qu'ils avaient trouvé chez moi. Ils m'obligèrent à le faire fonctionner et, ensuite, projetèrent des films pornographiques obligeant trois prisonnières, une jeune fille et deux femmes, à assister à la projection. Ils les violèrent et abusèrent d'elles durant toute la journée.

En 1978, mon beau-frère Juvenal Inácio, membre du Fretilin, fut capturé et emmené à Dili. Le vice-commandant des Services-Secrets, un lieutenant-colonel appelé Bambang, autorisa son épouse et leurs deux filles à le visiter. Lorsqu'elles allaient le visiter pour la 3ème fois, elles ne purent le voir parce qu'il était en train d'être interrogé par le Ministre de la Défense, le général Yusuf. Le jour suivant, elles furent averties que Juvenal avait été emmené et il a disparu jusqu'aujourd'hui.

- Le 13 décembre 1980 j'ai été arrêté et torturé pour la troisième fois sous la fausse accusation d'avoir participé à l'attaque et destruction de l'édifice de la télévision à Dili. Ils me torturèrent par chocs électriques et brûlures de cigarettes parce que je n'avouais pas un acte que je n'avais pas commis, et aussi parce que je refusais de produire les fausses accusations qu'ils me demandaient contre le Maire de Dili, Mário Sanches da Costa, et le Vice-Gouverneur du Timor-Oriental Francisco Lopes da Cruz, tous deux nommés à ces fonctions par les occupants.

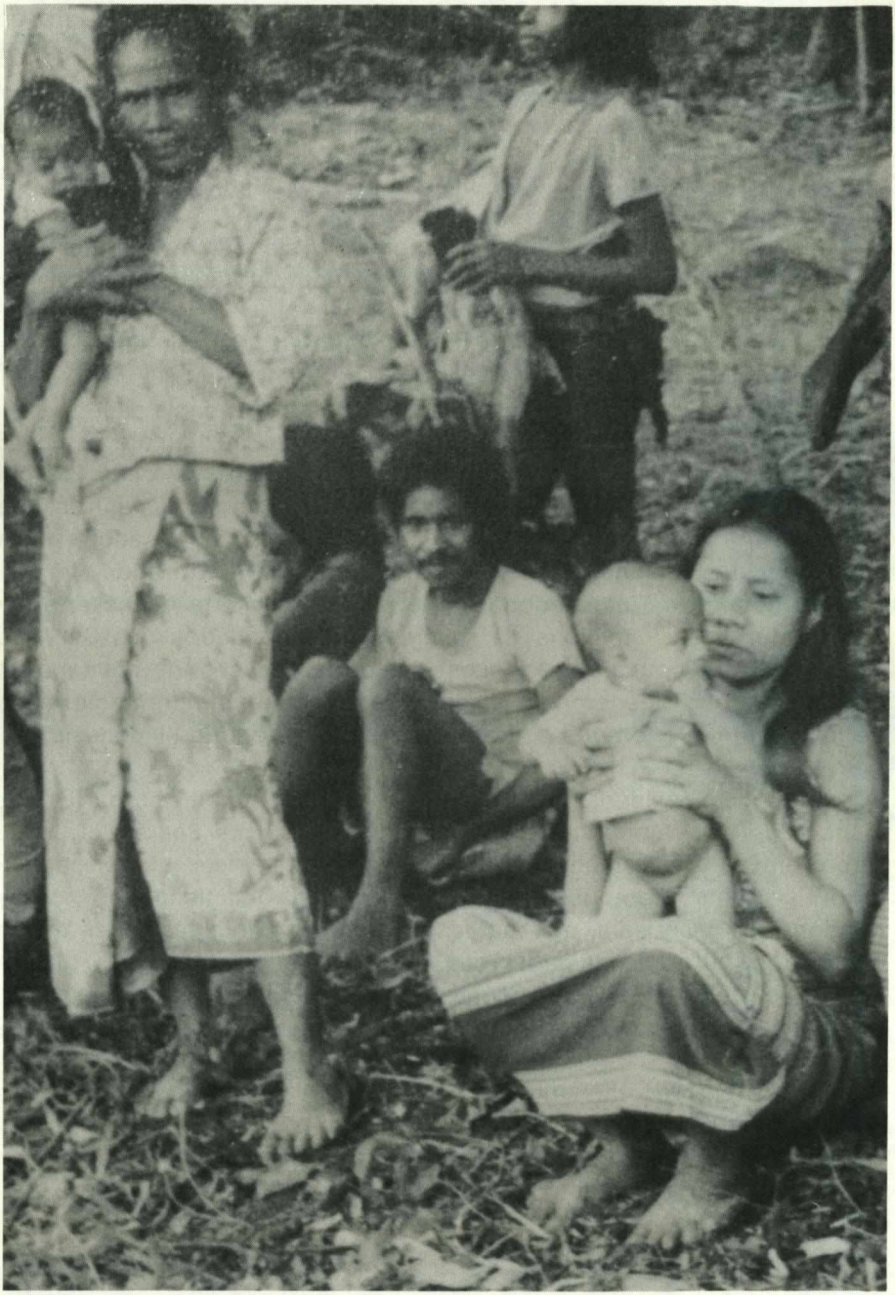
- Puisqu'il me faut être bref je vais passer à un cas récent: le 9 juillet 1988 trois étudiants de Cribas, l'un d'eux étant mon cousin Domingos Alves, furent obligés par les 'bérêts-rouges' à sortir de l'agglomération pour essayer de contacter le Résistance. Ils emportaient avec eux un document qui devait leur servir de justification s'ils étaient interceptés par un quelconque Bataillon indonésien. Dès le premier jour ils rencontrèrent le Bataillon 125 qui, sans tenir compte du dit document, arrêta les trois jeunes gens et, séparant Domingos des deux autres, commença à le torturer à coups de coutelas. Entendant Domingos crier, les deux autres essayèrent de s'enfuir: l'un fut atteint d'un cou de feu, le second parvînt à rejoindre le village et à informer les familles. Le père de Domingos protesta auprès des 'bérêts-rouges' mais n'obtînt l'autorisation d'aller chercher son fils qu'au bout de trois jours. Il ne rencontra que son cadavre, la tête séparée du tronc et les organes sexuels coupés et placés dans sa bouche. De retour au village il reçut l'ordre de ne rien dire. C'est un indonésien qui m'a donné l'information que j'ai ensuite confirmée auprès de parents.

Je voudrais aussi, Monsieur le Président, parler un peu de la liberté de circulation et des visites:

- J'ai commencé mon plan de sortie du Timor-Oriental en 1984 lorsque ma soeur et ses deux filles parvînrent à sortir à l'abri d'un programme de la Croix-Rouge Internationale pour rejoindre mes parents en Australie. Comme elle était l'épouse de Juvenal Inácio dont j'ai raconté la disparition ci-dessus, j'ai dû payer 2.500.000 roupies (US$1500) pour obtenir un document affirmant qu'elle n'avait jamais participé à des actions subversives.
- Petit à petit j'ai commencé à gagner la sympathie des Services Secrets. En 1986 j'ai été invité à demander une autorisation pour visiter ma famille en Australie. J'ai été le premier timorais de souche autorisé à visiter des parents à l'étranger. Mon voyage en Australie devait servir la propagande indonésienne, mais ma femme et un ami durent signer un document qui les rendait responsables si je ne revenais pas.
- En 1988 j'ai obtenu une autorisation pour que ma femme et nos 5 enfants puissent visiter la famille en Australie. C'est moi cette fois qui ai dû signer la déclaration de responsabilité s'ils ne revenaient pas. Je ne pouvais pas sortir de mon quartier sans autorisation, mais prétextant des raisons de service, j'ai obtenu une autorisation. Je suis allé à Kupang au Timor indonésien, et de là à Djakarta. À Djakarta j'ai pu acheter pour 9 millions de roupies une autorisation des Services Secrets (BAIS) pour quitter l'Indonésie, et des passeports pour moi et une belle-soeur. Nos familles, y compris ma femme, ne furent informées de notre fuite que lorsque nous sommes arrivés hors de l'Indonésie.

Monsieur le Président, si j'en avais le temps, je pourrais parler des visites du Timor-Oriental organisées par les Services Secrets et par le Département d'Information où je travaillais, service dirigé par un timorais mais composé à 95% par des fonctionnaires venus d'Indonésie. Ce sont eux qui choisissent les lieux à visiter et les personnes qui pourront parler aux visiteurs. La population n'a d'autre droit que de crier "vive l'Indonésie" et "nous voulons l'intégration". Mais le temps qui m'est attribué ne me permet pas de développer ce point.

Illustres membres de cette Commission des Droits de l'Homme, je vous supplie et je supplie les gouvernements que vous représentez, d'analyser avec plus d'attention cette situation de répression généralisée qui affecte le Timor-Oriental depuis plus de 13 ans.



António Maria Araújo.

Infirmier au temps de la colonisation portugaise, António Maria Araújo n'a réussi à sortir du Timor-Oriental qu'en 1989.
(*Témoignage prononcé devant la Sous-Commission des Droits de l'Homme, à Genève, en août 1989*).

Ma présence ici est un effort supplémentaire d'un timorais pour rompre la barrière qui isole le Timor-Oriental et le silence qui entoure le drame que nous vivons depuis 14 ans.

Vaut-il la peine de revenir en arrière pour décrire la façon dont l'armée indonésienne est venue, comme ils disent, nous "libérer"?
Vaut-il la peine de décrire les circonstances de ce que les indonésiens appellent notre choix d'intégrer le Timor-Oriental à l'Indonésie?
D'autres ont déjà eu l'occasion de le faire, ici et devant la Commission, avant moi. Si je le fais, très brièvement, c'est parce que de la multiplication de nos témoignages, nous espérons que ressortira plus clairement la nature de l'intervention indonésienne dans notre pays.

J'étais infirmier en 1975. Trois semaines après l'invasion j'ai été convoqué pour travailler dans une section de radiologie de l'hôpital civil de Dili alors occupé par les militaires. Les malades de l'hôpital, des civils timorais, avaient été transportés et entassés dans quelques chambres d'un Centre Clinique hors de l'hôpital.
J'ai travaillé à l'hôpital militaire jusqu'en novembre 1976. Durant cet période de 11 mois, j'ai été interpellé et soumis à interrogatoire à trois reprises, et chaque fois battu durant les interrogatoires. La troisième fois j'ai été torturé par chocs électriques, par un médecin des Bérêts-Rouges, dans l'ancienne maison de Joaquim Babo à Colmera.

Le 8 novembre 1976 j'ai de nouveau été arrêté par le Capitaine Tarigan. J'ai été emmené au Commandement de la Police Militaire, puis à la prison Comarca, où je suis resté 29 mois.
Les horreurs dont j'ai été le témoin sont indescriptibles. Les méthodes de torture physique et morale étaient des plus variées et les tortionnaires rivalisaient de zèle entre eux. Je me rappelle de cet intervalle au milieu des tortures, pour un maigre repas de riz et d'eau, durant lequel les bourreaux, fiers de leurs inventions, se glorifiaient de leurs actes et recevaient les éloges du Commandant qui notait dans un cahier leurs découvertes.

Après ma sortie de prison j'ai été nommé chef des services du secrétariat des Services de Santé. Mais en juin 1980, lorsque des timorais attaquèrent les émetteurs de radio et télévision, et les dépôts de munition indonésiens à Dili, j'ai été de nouveau arrêté et emprisonné durant 43 jours au Mes Korem avec de nombreux autres. J'y ai été de nouveau frappé par un Capitaine appelé Zamirad. J'ai été témoin de scènes de sadisme qui révèlent à quel niveau de bassesse peuvent descendre les hommes lorsqu'ils s'engagent dans des actions qui n'ont pas de justification morale, comme c'était le cas avec cette invasion de mon pays.

Je ne vais pas décrire ici ces scènes abjectes où se mélangeaient tortures, exactions sexuelles et sodomie, mais elles restent à jamais gravées dans ma mémoire et dans celle de beaucoup de mes concitoyens. Même s'il n'y avait pas d'autres raisons, celle-ci serait suffisante pour que, malgré les vocables que les indonésiens nous obligent à utiliser lorsque nous nous adressons à eux, comme 'Bapak' qui signifie 'Père', nos sentiments à leur égard soient bien différents.

Expulsé de la fonction publique après ma sortie de prison, j'ai travaillé au secrétariat de l'Externat Saint Joseph, la seule école du diocèse qui a pu garder une certaine autonomie face à l'Indonésie. Comme infirmier, j'appartenais à la fonction publique de l'administration coloniale portugaise. En 1979 je me suis donc inscris sur les listes de la Croix-Rouge Internationale pour sortir de Timor, ce que je n'ai finalement pu faire que cette année, après 10 ans d'attente.

Les arrestations et les tortures continuent, vous avez déjà entendu parler de la vague d'arrestations d'octobre-novembre 1988, en préparation et à la suite de la visite du Président indonésien à Dili.

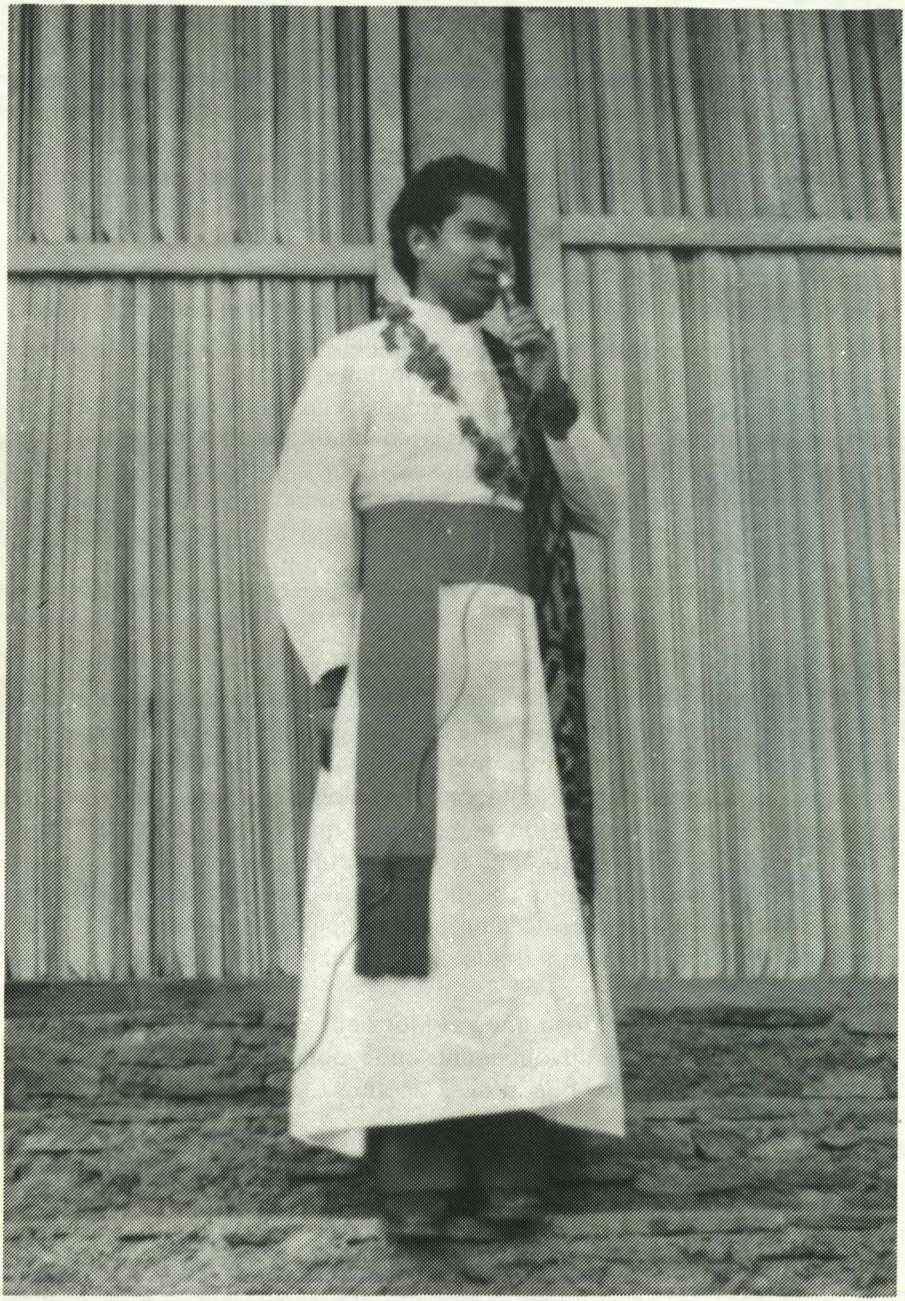
L'ouverture du Timor-Oriental à partir du 1er janvier 1989, promise et largement publicitée, n'a eu que peu d'effets: quelques touristes peuvent entrer mais pas les représentants d'organisations humanitaires comme Amnesty International. La liberté de circulation des timorais est toujours limitée: des timorais de Dili qui voulaient se rendre à Manatuto, à 50 km de Dili sur la principale route de Timor vers Baucau, n'ont pu le faire parce qu'ils n'avaient pas le 'Surat Jalan' (laisser-passer); en avril un groupe de fonctionnaires des Services Publics d'Éducation qui voulait aller à Baucau, n'en a pas seulement été empêché mais a subi des châtiments corporels.

Chaque nouvelle visite au Timor-Oriental est précédée de nouvelles arrestations. C'est le cas en ce moment avec la possible visite du Pape. "Les arrestations sont faites pour la sécurité du Pape" a affirmé le Colonel Bimo, chef des Services-Secrets du Commandement Opérationnel du Timor-Oriental. Il s'agit d'éliminer les 'indésirables' et de créer 'une ambiance de peur' affirme pour sa part l'évêque catholique local.

L'Église catholique est elle-même victime de la répression. Des prêtres sont convoqués au Commandement Militaire pour s'expliquer sur leurs homélies. Le groupe des scouts catholiques dont j'étais l'un des dirigeants a été interdit d'utiliser ses insignes lors de la consécration de notre évêque. Certaines des personnes qui avaient été arrêtées en octobre-novembre ont été relâchées à condition qu'elles espionnent les prêtres et le personnel des paroisses; cela signifie qu'elles devront nécéssairement, pour éviter d'être elles-mêmes accusées de ne pas vouloir collaborer, faire des accusations contre les personnes qu'elles ont été chargées de surveiller, et même en inventer si elles n'ont rien à dire.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,
Voici ce que le peu de temps dont je dispose me permet de vous dire. Je vous supplie, au nom de la justice et des principes qui orientent cette Commission, indépendamment des intérêts de Gouvernements, régimes politiques et orientations idéologiques, de prendre en considération cette répression généralisée qui se prolonge au Timor-Oriental depuis 14 ans et qui tend à se perpétuer.
Votre indifférence ou votre silence contribueront à l'extermination physique, culturelle et morale d'un petit peuple, simplement parce qu'il s'acharne à exiger ce à quoi il a le droit: sa liberté et l'indépendance.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,
Je vous remercie de m'avoir donné cette opportunité de parler et de l'attention avec laquelle vous m'avez écoutés.



Lettre de Mgr Belo au Secrétaire Général de l'ONU.

Je prends la liberté d'écrire à votre Excellence, Monsieur le Secrétaire-Général, pour rappeler que le processus de décolonisation du Timor portugais n'est pas encore achevé par les Nations-Unies, et il serait bon de ne pas le laisser dans l'oubli.

Quant à nous, peuple de Timor, nous pensons que nous devons être entendus sur le destin de notre pays. C'est pour cela que, par cette lettre en tant que responsable de l'Église catholique et comme citiyen de Timor, je viens vous demander, Monsieur le Secrétaire-Général, de mettre en route à Timor le processus de décolonisation le plus normal et démocratique, qui est la réalisation d'un RÉFÉRENDUM. Le peuple de Timor doit être entendu par un plébiscite sur son avenir. Jusqu'à maintenant le peuple n'a pas encore été consulté. Ce sont les autres qui parlent au nom du peuple. C'est l'Indonésie qui dit que le peuple de 'Timor-Timur' a déjà choisi l'intégration, mais le peuple de Timor lui-même n'a jamais dit cela. Le Portugal veut laisser au temps la résolution du problème, et pendant ce temps nous mourons comme peuple et comme nation.

Vous êtes, M. le Secrétaire-Général, démocrate et défenseur des Droits de l'Homme. Montrez dans les faits, Excellence, le respect pour l'esprit et la Charte des Nations-Unies qui reconnaît à tous les peuples de la Planète le droit de choisir leur propre destin, librement, consciemment et avec responsabilité. Excellence, il n'y a pas de moyen plus démocratique pour connaître la volonté suprême du peuple timorais, que la réalisation d'un RÉFÉRENDUM promu par les Nations-Unies pour le peuple de Timor.

En vous remerciant, M. Perez de Cuellar, pour toute votre sympathie envers le peuple de Timor, je termine en renouvellant mes compliments.

Avec mes sentiments d'admiration et respect

Lorsqu'elle fut rendue publique, en avril 1989, l'initiative de Mgr Belo fut l'objet de critiques de la part des militaires et des autorités civiles indonésiennes qui se sont attachées à lui nier tout caractère de représentativité, affirmant au contraire que la lettre de l'évêque ne représentait que son opinion personnelle.

Toutefois, parmi la population timoraise, la lettre fut hautement appréciée. Sa référence directe aux principes fondamentaux et son ton, nettement au-dessus des prises de position partisannes, semblent avoir conquis la grande majorité de la population. Mgr Belo lui-même souligna ensuite que ce document ne prenait pas parti, qu'il ne se prononçait ni pour ou contre l'indépendance, l'intégration à l'Indonésie ou l'association avec le Portugal. Son intention était tout simplement d'affirmer clairement que le peuple timorais avait le droit d'être consulté sur son avenir politique. Aucune autre solution ne pourrait résoudre le tragique conflit du territoire.

L'évêque Aloisius Soma, Président de la Commission Catholique Justice et Paix du Japon, écrivit aux Églises d'Asie pour les inviter à apporter leur appui à l'appel de Mgr Belo. Plus de 1300 chrétiens, dont 118 évêques et 5 Cardinaux d'Asie/Pacifique écrivirent en ce sens au Secrétaire Général de l'ONU, et ces appuis furent présentés à l'ONU par l'évêque Soma en août 1989. Au début de 1990 Mgr Belo n'avait toutefois pas encore reçu de réponse directe à sa lettre.